Compte rendu de *Le réveil kanak. La montée du nationalisme en Nouvelle-Calédonie*, par David Chappell

Hamid Mokaddem

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jso/9675>

DOI : 10.4000/jso.9675

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2018

Pagination : 589-592

ISBN : 978-2-85430-136-6

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Hamid Mokaddem, « Compte rendu de *Le réveil kanak. La montée du nationalisme en Nouvelle-Calédonie*, par David Chappell », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 147 | 2018, mis en ligne le 15 décembre 2018, consulté le 27 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/jso/9675> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jso.9675>

Journal de la société des océanistes est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

COMPTES RENDUS : SPÉCIAL KKY NC

CHAPPELL David, 2017 (éd. orig. 2013). *Le réveil kanak. La montée du nationalisme en Nouvelle-Calédonie*, Nouméa, coéditions Madrépores-PUNC, trad. de l'américain par Nathalie Segéral revue par Philippe Boisserand avec son apport d'une iconographie complémentaire, 319 p., 49 doc. et photos.

Le réveil kanak et la montée en puissance du nationalisme

Le titre du livre *Le Réveil kanak* renvoie à deux événements : 1. La création à Nouméa en 1969 d'un bulletin intitulé *Le Réveil canaque* par les Foulards rouges et l'UJC (Union des Jeunesses calédoniennes) et 2. Les actions menées pour l'indépendance par ce groupe d'étudiants kanak et calédoniens lors de leurs vacances actives en Nouvelle-Calédonie (p. 23, p. 107). Jean-Pierre Devillers, Jean-Paul Caillard, Max Chivot et Nidoïsh Naisseline ramènent dans leurs valises les idées révolutionnaires de Mai 68. Scandalisés par les iniquités des réalités coloniales des régimes politiques post-Seconde Guerre mondiale (gaullisme, pompidolisme et giscardisme), les jeunes militants décident de manifester contre les intérêts capitalistes cautionnés par la puissance administrante, la France. Leurs actions subversives secouent et réveillent la « Belle endormie », surnom donné à la lointaine colonie française du Pacifique. En 1965, ces jeunes étudiants produisaient leurs critiques dans *Trait d'Union*, bulletin de l'AECH (Association des Étudiants de la Nouvelle-Calédonie et des Nouvelles-Hébrides). Ces articles anticipaient les contestations en Nouvelle-Calédonie et contribuèrent à amorcer le « mouvement nationaliste calédonien » (p. 82). L'investigation historique de David Chappell analyse le mouvement nationaliste en le resituant à partir de l'arrière-fond historico-culturel.

La revendication d'indépendance des soixante-huitards kanak et calédoniens déclencha le processus nationaliste. Les secousses du microcosme social des années 1960-70 précédèrent celles plus virulentes de la décennie des années 1980. David Chappell estime que la séquence d'événements des années 1960-70 constitue le moment critique du nationalisme calédonien. Pourtant, l'auteur constate que toutes les études se sont portées sur la période conflictuelle des années

1980, les « Événements », ou bien ont axé leurs recherches sur la figure emblématique du leader nationaliste kanak Jean-Marie Tjibaou. Par conséquent, il lui a semblé nécessaire de revenir à ce moment et démontrer comment le mouvement des Foulards rouges initia les revendications d'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Nous devons de nouveau insister pour dire que le Réveil kanak désigne le mouvement nationaliste calédonien. Les étudiants réactivèrent les modalités d'actions de Mai 68 en Nouvelle-Calédonie. On oublie que ce mouvement révolutionnaire était planétaire. Les formes de subversion visaient à sortir la Nouvelle-Calédonie de l'inertie coloniale : créations de bulletins et journaux, diffusions de tracts critiques, dont le plus connu est celui écrit en langue drehu (langue originaire de l'île de Lifou) par Fote Trolue et traduit en nengone (langue originaire de l'île de Maré) par Richard Kaloi et Yeiwene Yeiwene ; graffitis et tags sur les murs silencieux de Nouméa « la blanche » ; peinture en rouge de la statue du gouverneur Orly, située au centre-ville, administrateur de la répression disproportionnée de l'insurrection kanak de 1878 ; harangues des officiels à l'occasion des commémorations du 24 septembre 1853 et du défilé du 14 juillet (p. 23) ; sit-in et occupations pacifistes des lieux publics ; encerclement du commissariat de police où Nidoïsh Naisseline fut arrêté et mis en garde à vue ; manifestations au centre-ville ; etc. Toute une série d'actions qui scandaient le quotidien et scandalisaient les bonnes mœurs civiles nouméennes. Elles coûtèrent à certains des peines d'emprisonnement.

En 1969-1970, les revendications d'une nation « calédonienne » étaient « multiculturelles ». Il s'est vite avéré que le nationalisme (du peuple) kanak allait prendre le dessus surtout pendant la séquence d'événements des années 1980. Avant le festival culturel mélanésien *Melanesia 2000* organisé par Philippe Missotte et Jean-Marie Tjibaou en 1975, avant l'idée d'indépendance kanak proclamée par le CCIK (Comité de coordination des indépendantistes kanak) la même année, avant le 24 septembre 1984 et la constitution du FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste) avec l'IKS (Indépendance kanak socialiste), les Foulards rouges et les groupuscules d'étudiants calédoniens militaient dès 1969 pour l'idée d'une nation calédonienne dissociée de la souveraineté nationale française. Dans cette perspective, le travail de David

Chappell nous convie à réévaluer le legs et l'héritage des actions des étudiants révolutionnaires, à mieux comprendre la complexité de notre présent, et à resituer avec pertinence le nationalisme contemporain dans les nouveaux contextes de mondialisation.

Une érudition minutieuse et précise

Le livre est une somme d'érudition qui nous oblige à mieux considérer les moments constitutifs du nationalisme en Nouvelle-Calédonie. La dimension chronologique et la masse des matériaux confèrent à ce travail une envergure qui dépasse l'objet du livre. Le récit micro-historique est articulé avec la structure narrative macro-historique. L'enquête conjugue entretiens (avec les actrices et acteurs de cette histoire), consultations des archives privées et publiques (celles de Jean-Paul Caillard et d'Ismet Kurtovitch, alors directeur du Service des archives de la Nouvelle-Calédonie), synthétise les littératures scientifiques de langue française et anglaise, sans oublier les recherches calédoniennes (p. 40), ni non plus la propre implication de l'auteur, qui depuis vingt-cinq ans, suit de près l'histoire de la Nouvelle-Calédonie. Chapitre après chapitre, David Chappell décrit de manière méticuleuse, détaillée et précise la trajectoire de la Nouvelle-Calédonie. De la longue durée jusqu'à l'extrême contemporain, il met à jour les bifurcations et retrace avec art et méthode la transformation du nationalisme calédonien en nationalisme kanak. Pour ce faire, l'historien remonte jusqu'aux racines historiques des premiers peuplements austronésiens suivis des transportations des populations d'Europe, d'Asie, d'Afrique du XIX^e siècle. L'enjeu est d'évaluer les constructions de l'identité nationale malmenée par les contextes mondialisés. Quelles sont les conditions de possibilité d'une nation en cours dans un « carrefour transnational » (p. 30) ? Le fil conducteur des analyses avancées poursuit l'ordre diachronique et explore préhistoire et histoire. L'objectif est de comprendre les complexités des interdépendances nationales/transnationales contextualisées dans les configurations géopolitiques internes et externes. David Chappell examine les superpositions des jeux d'échelle (micro et macro).

Le souci de l'historien est d'accompagner les acteurs de l'histoire dans le devenir de la Nouvelle-Calédonie. D'où le désir de concilier l'érudition, pour être au plus proche du vrai, avec une écriture dénuée de technicité et argutie académique, pour être accessible au public visé. Ainsi, ce travail dense et intense se lit comme un roman. Péripéties, relances, dénouements et suspens s'apparentent aux techniques romanesques. Le regard décentré du citoyen américain, extérieur aux conflits locaux, recentre l'histoire mondialisée des nationalismes vers la singularité du nationalisme de la Nouvelle-Calédonie. L'écrivain fait passer l'Histoire par le chas de la brève histoire des années 1960-70. Au bout du compte, se trouvent clarifiées certaines obscurités du présent.

Dès le départ, l'auteur indique que ses recherches partent de ce point aveugle, l'« imaginaire réel » de la Nouvelle-Calédonie (pp. 39-40). Il reprend ces deux mots à l'essai de Jacques Le Goff, *La mémoire et*

l'histoire (1988), lequel évoque les raisons du succès de l'histoire auprès du grand public. Les peuples se ressource à un « imaginaire réel » qui leur sert à répondre à une quête d'« identité nationale ». Les explications des paradoxes de l'imaginaire réel permettent de comprendre les enchevêtrements du passé avec le présent. Notamment, l'usage de l'imaginaire réel explique comment « une nation est inscrite dans la lutte » et comment « son contenu » et « son futur statut politique sont toujours en cours d'élaboration ». Pour l'auteur, ce processus en cours est inéluctable et irréversible car « les aiguilles de l'horloge ne feront pas marche arrière » (p. 41).

« On ne sait pas ce que le passé nous réserve » (Bob Dylan, cité p. 15)

Pour comprendre la montée en puissance du nationalisme, le livre poursuit un programme agencé en un plan structuré en huit chapitres d'une trentaine de pages chacun. « Le réveil kanak », titre du livre, est également celui du chap. 3 – chapitre précédé de deux autres qui contextualisent ce réveil kanak. Les contextualisations indispensables éclairaient la « guerre civile » des années 1980 et son dénouement avec les accords de Matignon-Oudinot-Nouméa ; les négociations politiques pivotent autour des questions de souveraineté/indépendance et font l'objet des deux derniers chapitres. La mise en perspective du nationalisme calédonien à l'échelle mondiale permet de le réévaluer à l'aune des guerres des peuples contre les impérialismes des années 1960-70 (Vietnam et Algérie, pp. 83-96). L'excellente traduction française ne doit pas faire oublier au lecteur français les connotations pragmatiques des mots de « focus », « background », « contextualize ». La démarche cible les racines historiques du nationalisme. David Chappell situe son travail dans le sillage de deux maîtres de l'histoire du Pacifique. D'une part, son directeur de thèse, l'historien indo-fidjien Brij V. Lal, dont les investigations furent en grande partie mobilisées pour comprendre les raisons et fondements historico-culturels des coups d'État, dont le premier date de 1987, des Fidjiens mélanésiens contre les Indo-Fidjiens ; et, d'autre part, l'historien néo-zélandais James Wightman Davidson, fondateur de l'histoire des îles du Pacifique à l'ANU (Australian National University) de Canberra, conseiller dans le cadre des décolonisations des Samoa occidentales (1962) et Nauru (1968) (pp. 16-17).

Explorer le « background » et « se plonger » (p. 40) dans la période des années 1960-70 engagent l'historien à comprendre les continuités du nationalisme.

Le chap. 1 (p. 44-75), « l'autodétermination interrompue », constitue le sous-bassement qui contextualise la naissance du nationalisme ; l'autonomie à la française d'après-guerre dépassait les conservatismes à l'anglo-américaine. Le contenu du chapitre démontre comment le régime gaulliste supprima l'autonomie pour avoir la mainmise de la collectivité d'outre-mer. La France estimait que le nickel était une économie géostratégique à ne pas perdre. L'administration organisa les immigrations massives pour minorer le peuple

kanak, mesures allant à l'encontre du droit international pour empêcher la Nouvelle-Calédonie d'accéder à la souveraineté et à l'indépendance. Les chapitres 2 à 5, objet central du livre, explorent les trajectoires des actrices et acteurs des étudiants, depuis la France jusqu'à leur retour au pays natal ; l'auteur réussit à faire revivre les débats d'idées et les conflits internes au sujet des chemins à prendre pour « atteindre la souveraineté » (p. 41) ; une étrange phrase qui résonne avec la question posée aux populations intéressées par le référendum du 4 novembre 2018 ; les descriptions des personnes, des groupes, des associations, des syndicats, des partis, resituent au niveau « micro » les péripéties et tourments du nationalisme. Pour les retracer, l'enquête colle aux archives et aux transcriptions des entretiens menés depuis une vingtaine d'années. Le chap. 6, « la révolte kanak » (pp. 198-231), décrit la guerre civile des années 1980 resituée dans la genèse des décennies précédentes. David Chappell aurait pu terminer son livre avec les accords de Matignon-Oudinot (1988-1998). L'historien, happé par l'Histoire, poursuit jusqu'aux bordures du présent ; au chap. 7 (pp. 234-260), « la Kanaky Nouvelle-Calédonie ? » examine avec distance critique les nouvelles données du nationalisme dans une mondialisation croissante. Le chap. 8 (pp. 262-279) conclut sur une « mise en perspective de la construction de la nation » et décrit les jeux des scissions, compositions, recompositions, tractations et alliances entre partis politiques kanak indépendantistes et partis politiques calédoniens anti-indépendantistes. L'historien, à la différence du journaliste, réévalue les accords, notamment celui de Nouméa, pour répondre à une question cruciale, quel espoir peut-on former pour l'avenir ? L'auteur pourrait être tenté de s'indigner sur les « clientélismes » et « corruptions » d'anciens révolutionnaires devenus politiciens douteux. Il fait mieux et désire comprendre comment les actrices et acteurs d'hier recherchent leur identité nationale malmenée.

Un tel travail mérite lectures et relectures. Nous finissons sur une idée centrale concernant la pertinence du réveil kanak aujourd'hui.

Un contexte de critique et de contestation

Le détour historico-anthropologique de l'introduction resitue les divergences imaginaires au fondement des mythologies nationales. L'identité française nomme, à partir de la mythologie grecque, « Paris », la future capitale de France. Tein Kanaké, figure du récit historico-mythique en langue païci, est repris par Jean-Marie Tjibaou pour *Melanesia 2000* qui typifie l'identité kanak. Les structures imaginées des nationalismes clivent l'histoire de la Nouvelle-Calédonie en deux visions de souveraineté. Le 24 septembre 1853, la France s'approprie l'archipel et le transforme en propriété nationale. La puissance impériale s'appuie sur les théories de Grotius, juriste hollandais du xvi^e siècle, et de la fiction de *Terra nullius*, « Terre qui n'appartient à personne ». L'expropriation assujettit ceux que l'administration va dénommer « indigènes » et transforme les colons libres ou pénaux en propriétaires. La masse migratoire trans-

portée par les exportations du capitalisme, décrites par Marx en 1867 au livre 1 du Capital, « La théorie moderne de la colonisation », constitue une composante de l'actuelle complexité démographique. Ces biopolitiques minorent le peuple premier et produisent une situation ethnico-historique, situation complexe à partir de laquelle va se construire le nationalisme.

Le récit en profondeur va se focaliser sur les moments révolutionnaires des années 1960-70. Ce recentrement de l'histoire est le « turning point » avec lequel nous finissons de manière abrupte ce compte-rendu.

Les étudiants, dans la France de Mai 68, lisent Memmi, Fanon, Césaire. Leurs lectures leur font prendre conscience des conditions historiques de colonisés indigènes kanak ou de descendants de déportés/transportés devenus colons « caldiches ».

À lire ces pages, on se croirait dans l'atmosphère de La Chinoise de Jean-Luc Godard ou dans un documentaire moins connu de Georges Ravat sur le GKF (Groupe des Kanak en France). En effet, David Chappell nous fait vivre les contestations des soixante-huitards et leurs imaginaires de jeunes révolutionnaires pétris par les lectures critiques. Certes, il n'est pas question du *Petit livre rouge* de Mao. Les étudiants kanak et calédoniens découvrent les théories de la négritude et les remises en question des racismes culturels coloniaux. *Peaux noirs et masques blancs* est le livre de chevet de Nidoïsh Naisseline. Un autre militant, à l'histoire et au parcours différent, Yeiwene Yeiwene, lisait lui aussi de près Fanon (Kotra, 2016 : 54-55 ; Mokaddem, 2018 : 22-23).

Les groupuscules révolutionnaires ne sont pas encore institués en partis politiques. Ils critiquent les partis électoralistes et le festival culturel *Melanesia 2000* considéré comme une prostitution de la culture kanak ; ils dénoncent les calculs électoralistes qui détournent le peuple colonisé des revendications du foncier et d'indépendance. Avec le recul critique sur l'histoire et sur leur parcours, ils auront des positions plus nuancées et modérées.

En conclusion, David Chappell estime que leurs contributions ont beaucoup apporté à l'histoire de la Nouvelle-Calédonie :

« Les Foulards rouges, le Groupe 1878 et l'ujc ont soulevé de nombreuses questions qui sont toujours d'actualité : la reconnaissance culturelle mutuelle, la restitution des terres kanak, une meilleure éducation pour gérer ses propres affaires, l'équilibre des droits autochtones et le besoin de restructuration socio-économique qui bénéficierait à tous les Calédoniens résidents de longue durée, le traitement de l'indépendance kanak comme un concept national et non pas seulement ethnique, le rassemblement d'un soutien international en faveur de l'autodétermination locale et l'opposition à une domination extérieure sous toutes ses formes dans la recherche de la justice. » (p. 272)

Nul doute que l'immense contribution de ce travail scientifique va nous permettre de réévaluer l'histoire du présent par un réexamen des manifestations d'apparence « juvéniles » et « futiles ». David Chappell scrute les soubassements et racines historiques et ce détour par l'histoire permet de mieux évaluer

ce réveil kanak et de comprendre qu'il constitue un moment incontournable à la base d'une forme de souveraineté et de nationalisme originales dont la Nouvelle-Calédonie contemporaine est tributaire. L'œuvre de David Chappell nous oblige à exercer une compréhension plus fine de l'histoire de la Nouvelle-Calédonie qui permet à celles et ceux qui y vivent de mieux se connaître à travers leur quête d'une identité nationale. Il s'agit d'un livre d'histoire du présent que toute bibliothèque digne de ce nom devrait avoir sur ses étagères. Ce livre analyse avec intelligence le mouvement nationaliste et propose une lecture rigoureuse qui contredit les discours réactionnaires et les caricatures de l'historiographie conservatrice.

RÉFÉRENCES CITÉES

- KOTRA Walles, 2016. *Entretiens. Nidoïsh Naisseline. De cœur à cœur*, Tahiti, Au Vent des Îles.
- LE GOFF Jacques, 1988. *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard.
- MOKADDEM Hamid, 2014. Book Reviews de David Chappell, 2013. *The Kanak Awakening: the rise of nationalism in New Caledonia* (Honolulu, University of Hawai'i Press, Pacific Islands Monograph Series 27, XX + 289 p., maps, illus., table, bibliog., index), *Journal of Pacific History* 49 (4), pp. 512-513.
- , 2018. Yeiwene Yeiwene. *Construction et Révolution de Kanaky (Nouvelle-Calédonie)*, Nouméa/Marseille, Expressions, la Courte échelle/éditions transit.

Hamid MOKADDEM, Nouvelle-Calédonie

BARBANÇON Louis-José, 2008. *Il y a vingt-cinq ans : le gouvernement Tjibaou (18 juin 1982-18 novembre 1984)*, Nouméa, ADCK-CCT, Cahiers de conférence de l'ADCK, 60 p., ill. et doc.

Pourquoi rendre compte aujourd'hui d'une publication qui date de dix ans ? J'y vois plusieurs raisons : son sujet est d'importance ; en outre, il contient des informations de première main et parfois inédites qui permettent de contextualiser aussi le présent de façon différente.

Son auteur, Louis-José Barbançon, est donc un Caldoche, un descendant de familles issues des deux types de colonisation que la Nouvelle-Calédonie a connus, la colonisation libre et la colonisation pénale. Après des études d'histoire en métropole, il débute sa carrière d'enseignant en Nouvelle-Calédonie dans les années soixante-dix. Il s'engage en politique à la fin de cette décennie en devenant secrétaire générale de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (FNSC) qui fut créée le 29 mai

1979. À ce titre, il fut attaché au cabinet du conseil de gouvernement de 1979 à 1984 où il participa à l'élaboration d'un ensemble de réformes portées par la FNSC. C'est donc un témoin de premier ordre de cette période sur laquelle nous allons revenir ici à la lecture de ce petit ouvrage issu d'une conférence donnée le 21 mars 2008 dans le cycle de conférences de la médiathèque du CCT.

Aux élections territoriales du 1^{er} juillet 1979, « la FNSC se positionne clairement pour l'autonomie et pour une politique de réformes et contre l'indépendance et la départementalisation »¹ (p. 8). Les résultats donnent quinze sièges au RPCR, quatorze au FI et sept à la FNSC, la plaçant en quelque sorte en position d'arbitre entre les deux tendances antagonistes. Et, après un partenariat mouvementé avec le RPCR, la FNSC décide de changer d'alliance et de former une liste « pour un gouvernement de réformes et de développement » conduite par Jean-Marie Tjibaou (p. 2). Le point de rupture avec le RPCR fut la « vive opposition de la mouvance la plus conservatrice du RPCR » aux réformes inscrites dans le plan Dijoud et « dès 1980, nous votions plusieurs fois avec le Front indépendantistes » (p. 9) : sur la proportionnelle aux élections municipales de Nouméa, sur l'intégration de la clinique Magenta au centre hospitalier territorial, sur l'enseignement, notamment la multiplication des maternelles en tribu, l'adaptation des programmes à l'environnement et aux besoins des enfants et l'obligation de scolarité jusqu'à 16 ans au lieu de 14, ces dernières mesures étant contenues dans le plan Dijoud que les douze membres RPCR de l'époque ont adopté le 21 février 1979 « du bout des lèvres [avec] un "oui" arraché au dernier moment » (p. 4). Cela a d'ailleurs servi de prétexte, selon l'auteur, à la suspension du conseil de gouvernement par le ministre Dijoud, poussé en cela pour la dissolution de l'assemblée territoriale par Jacques Lafleur, en instaurant une barre électorale de 7,5 % afin de conforter l'hégémonie du RPCR. Mais les résultats furent tout autre puisque, comme nous venons de le voir, il obtint 15 postes contre 14 pour le FI.

À propos de l'opposition du RPCR aux réformes de cette époque, Barbançon fait une parenthèse :

« Toute ressemblance avec une situation actuelle et les modalités signées d'un certain accord où l'on oublie sa signature ne serait, bien entendu, que fortuite. » (p. 9)

En effet, la lecture de ces pages me conforte dans l'idée que j'avais déjà émise depuis plusieurs années avant d'avoir lu Barbançon (Leblic, 1993 et à paraître), sur l'éternelle répétition des situations politiques calédoniennes et notamment sur le fait qu'une grande partie des mesures comprises dans les accords récents (Matignon-Oudinot et Nouméa) étaient déjà présentes depuis Stirn et Dijoud. Comme il le rappelle :

1. La devise de la FNSC, dont il revendique la paternité, était « La Nouvelle-Calédonie avec la France », « slogan autonomiste [qui] s'oppose au slogan "La Nouvelle-Calédonie française" qui, pour moi, fait trop référence à "l'Algérie française", et j'argumente : "ce slogan qui a perdu l'Algérie". » (p. 6).

« Paul Dijoud propos[a] le “Plan de développement économique et social à long terme pour la Nouvelle-Calédonie : le projet de la France en Nouvelle-Calédonie” [dont] l’une des principales dispositions [...] était de “régler le problème foncier dans la perspective du respect des droits historiques des communautés mélanésiennes”. C’est la réforme foncière. Ce plan prévoyait en outre une réforme fiscale et la création d’un IRPP [...] Cependant, malgré de grandes avancées énoncées tant sur le plan social que de la santé ou de l’enseignement, se plan se terminait par l’affirmation d’une grande ambition : “Vivre en France en Nouvelle-Calédonie” » (p. 3),

conclusion que les indépendantistes ne pouvaient accepter. Mais Dijoud menaçant de suspendre le conseil de gouvernement et dissoudre l’assemblée territoriale, le plan Dijoud fut finalement accepté par le gouvernement Lenormand (p. 4). Les élus UC et indépendantiste de l’assemblée territoriale, le 21 février 1979, s’abstinrent, et le plan fut quand même voté par vingt voix contre neuf abstentions.

Louis-José Barbançon nous raconte par le détail la participation de la FNSC au conseil de gouvernement de 1979 à 1984, tout comme les attaques dont elle fut l’objet par la presse locale, le seul quotidien, *Les Nouvelles calédoniennes*, bien sûr, mais surtout l’hebdomadaire *Corail* :

« qui paraît depuis 1980 [et qui] va se transformer en arme de destruction massive contre la FNSC et les indépendantistes. Jamais dans l’histoire de la presse calédonienne, de tels sommets de calomnie, de mensonge, de délation n’ont été atteints. Les Gérard Lacourrière, Michel Perrin, Georges Faure [...] et tous ceux qui se cachaient derrière des pseudonymes (d’Aubigné, Diogène, Karoline, Gallus...) ont exalté dans ce pays la haine et la violence pendant plus de 200 numéros tous les jeudis. [...] il était ravitaillé par le RPCR [...] » (pp. 15-16)

Il revient également, en reprenant un discours de son président Jean-Pierre Aïfa, sur les raisons de la constitution de la FNSC :

« La première était d’éviter la formation en Nouvelle-Calédonie d’une politique des blocs qui seraient opposés. Un bloc en majorité blanc dont les dirigeants étaient et sont toujours les plus gros détenteurs de privilèges à un bloc en majorité noir. Cette opposition aurait alors conduit à d’inévitables affrontements. » (p. 32)

Cela intéressera tout lecteur sensible à l’histoire politique récente de la Nouvelle-Calédonie. Il revient d’ailleurs sur plusieurs idées reçues ou fausses informations largement répandues sur l’influence du PS métropolitain dans les affaires calédoniennes. Par exemple :

« La position de François Mitterrand [candidat à la présidentielle de 1981] sur le sujet était plus ambiguë, et l’avenir le démontrera. » (p. 17)

C’est par les négociations avec les indépendantistes dites de la Vallée des colons, engagées dès février 1982 et qui durèrent quatre mois, au domicile de Gaston Morlet, que Jean-Marie Tjibaou fut élu vice-président du gouvernement de Nouvelle-Calédonie :

« Il s’agit de convaincre Jean-Marie Tjibaou de participer à un gouvernement dont il serait le vice-président, sur un programme défini à l’avance. Contrairement à tout ce qui est écrit et que l’on apprend aux élèves, **le gouvernement socialiste et Henri Emmanuelli sont opposés à ce projet.** [...] Christian Nucci, dans un premier temps sceptique, s’est laissé convaincre et il a soutenu la démarche, mais il ne l’a pas initiée. Alain Christnacht, secrétaire général du territoire, également. Quant à Emmanuelli, il n’a eu de cesse de la contrarier. » (p. 24, souligné par nous)

Suite à la convention de la FNSC du 12 juin 1982 à l’ancienne mairie de Bourail, la décision est validée par la fédération de participer à un gouvernement avec le FI et Jean-Marie Tjibaou, en votant une motion contre le gouvernement en place, ce qui fut fait le 15 juin par vingt-deux voix pour, celles des élus FI et FNSC. Suite à cela, Jean-Pierre Aïfa entame des négociations avec le RPCR, à propos de la participation des indépendantistes au conseil de gouvernement.

« Contrairement à tout ce qui a été écrit, Jacques Lafleur n’y est pas opposé mais il pose une des conditions [...] logiques pour son groupe : que les indépendantistes ne soient pas majoritaires et que la vice-présidence revienne à un Kanak du RPCR. » (p. 24)

Cela débouche sur les accords de la Vallée des Colons signés autour d’un programme qui fait l’objet d’un contrat pour un gouvernement de réformes et de développement (p. 30). L’auteur note que :

« C’est avec Jean-Marie Tjibaou qu’il fallait réaliser tout ce qui précède [les réformes faites durant cette période] car, nous le pressentions, lui seul, dans toute la classe politique calédonienne, avait la dimension d’un homme d’État. » (p. 25)

Avant même le début des travaux de ce nouveau gouvernement, il déchaîne la haine. Un comité de défense des institutions se constitue et appelle : « à travers des pages de publicités alarmantes », à manifester dans les rues de Nouméa le 26 juin 1982. Roger Laroque, maire de Nouméa, mène le cortège qui « défile aux cris de “Tjibaou à Moscou, Tjibaou assassin” » (p. 33). Ce qui fait dire à Éloi Machoro qui regarde cela en compagnie de l’auteur des fenêtres de son bureau :

« “Tu vois, cela ne sert à rien, ils ne veulent pas de nous.” Je voudrais m’attarder sur cette phrase d’Éloi, car elle illustre bien l’impossible dialogue qui est en train de s’installer et qui conduira aux “événements”. D’un côté des manifestations de foules qui défendent des institutions qu’elles croient menacées, qui sont persuadées que la démocratie n’est plus respectée [...] De l’autre, des élus kanak qui se savent démocratiquement élus, qui, par une alliance tout à fait légale, sont amenés à diriger le conseil de gouvernement, qui disposent d’une majorité à l’assemblée et qui se voient rejetés parce qu’ils vont exercer un pouvoir issu du suffrage universel. [...] En manifestant comme ils le faisaient, les Calédoniens croyaient sincèrement défendre leurs institutions, mais en réalité ils les mettaient en danger, car ils montraient leur inutilité aux yeux des indépendantistes. » (p. 33)

Tout cela amène, suite à la publication d’un huit pages gratuit des *Nouvelles calédoniennes* appelant à

manifester à nouveau dans les rues de Nouméa, à l'invasion de l'assemblée territoriale :

« Pour la première fois dans l'histoire des institutions de la Nouvelle-Calédonie, une institution était envahie, et ce, pendant le déroulement d'une séance. Ce qui aurait été considéré comme un acte d'une gravité exceptionnelle dans n'importe quelle démocratie et surtout en France républicaine, est traité comme un simple chahut perpétré pour la défense des valeurs de la république. Quel paradoxe ! Quel exemple pour l'avenir, surtout si l'on compare l'invasion d'une institution légalement élue, la maison où siégeaient les élus du peuple, et l'acte d'Éloi Machoro brisant l'urne à Canala. » (pp. 34-35)

Les uns sont nommés « Loyalistes », les autres furent nommés par ceux-là mêmes des « terroristes » en 1984 ! Chercher l'erreur...

Lafleur se fait réélire de façon magistrale, ce qui représente le désaveu attendu par les électeurs de la démarche politique de la FNCS.

« En revanche, ce à quoi nous ne nous attendions pas, c'est que cette élection ait des conséquences sur le comportement du gouvernement socialiste en accroissant sa méfiance à notre égard. » (p. 38)

En réaction, la FNCS essaie de faire prendre, avant fin décembre 1982, une ordonnance sur l'autonomie pour faire de Jean-Marie Tjibaou le chef du territoire. Mais Emmanuelli ne l'accepta pas.

« À l'époque, l'État, qu'il soit de gauche ou de droite, n'était pas prêt à accepter une telle évolution. Pire, en mars 1983, arc-bouté sur son jacobinisme, Henri Emmanuelli faisait parvenir un projet de statut où l'autonomie était réduite à sa plus simple expression. [...] Tous nos efforts pour faire participer les indépendantistes aux institutions semblent se révéler vains. [...] Alors, quand je lis, dans le nouveau manuel d'histoire destiné aux élèves de Nouvelle-Calédonie, que le gouvernement de Jean-Marie Tjibaou a été constitué, je cite, "sous l'égide du gouvernement socialiste", j'hésite entre le fou rire et la tristesse. » (p. 40)

Suivent la table ronde de Nainville-Les-Roches (8-12 juillet 1983) avec les discussions tardives en dehors des débats officiels qui ont permis notamment l'élaboration de « l'un des concepts fondamentaux de Nainville » :

« Le droit inné et actif à l'indépendance reconnu au peuple kanak, qui avait été avancé lors des débats, est abordé par Jean-Pierre Aïfa, Gaston Morlet, Christian Boissery d'une part, Jean-Marie Tjibaou, Éloi Machoro et Yeiwéné Yeiwéné d'autre part. Les trois premiers, tous descendants de condamnés aux travaux forcés, posent le débat en ces termes : "La France nous a déposés les chaînes aux pieds et nous a interdit de rentrer, et que dire de Taïeb Aïfa dont le père a été transporté en Calédonie par le fait de la colonisation française en Algérie, comment peut-on être des colonisateurs ?" [...] C'est ce soir-là qu'a été élaboré le concept de "victimes de l'histoire". » (p. 44)

Ainsi, comme nous sommes plusieurs à le dire depuis longtemps, Nainville avait avancé tout ce qu'il fallait pour arriver à une solution, si le RPCR ne s'était pas entêté à ne pas signer la déclaration finale. Que

de temps de perdu et que de violence et de morts qui auraient pu être évités :

« Relire aujourd'hui la déclaration de Nainville, c'est y retrouver, avec quinze ans d'avance, tous les prémices de l'accord de Nouméa. » (p. 45)

Ici encore, le gouvernement socialiste, avec son ministre Georges Lemoine, n'a pas compris la portée de ce qui s'était passé à Nainville :

« Pour Georges Lemoine, Nainville aura été "un point final dans la phase du déchirement et de l'incompréhension". [...] Le concept de victimes de l'histoire est rejeté par la majorité des Calédoniens [...] Très peu comprennent que c'est une main tendue par les Kanak. Cette main tendue que Jacques Lafleur serrera cinq ans plus tard, le 26 juin 1988, après avoir découvert, bien tard, Jean-Marie Tjibaou. »

Je dirais même bien trop tard au regard du nombre de morts, dont Éloi, Jean-Marie et Yéyé eux-mêmes... La suite après Nainville, tout le monde ne la connaît que trop bien : le rejet du statut Lemoine, les Événements, Ouvéa, les accords... Tout cela laisse le goût amer de tant d'occasions manquées... et de tant de temps perdu.

Pour finir, Barbaçon nous présente les réalisations du gouvernement Tjibaou : les allocations familiales (pp. 47-48), l'enseignement des langues vernaculaires (pp. 48-49), la création d'Aircalin (pp. 49-52), l'intégration de la clinique de Magenta au CHT (pp. 52-54), la lutte contre l'inflation (pp. 54-55), la maîtrise de l'économie (pp. 55-56) et du budget avec une hausse spectaculaire de l'excédent budgétaire quand Jean-Marie a quitté le gouvernement en 1984 (pp. 56-58), la hausse du tourisme (p. 58). Arrêtons nous aussi sur le taux d'inflation qui est passé de 15,8 % (1981) à 13,3 % (1982) et 7,20 % à la fin du gouvernement Tjibaou en 1984. Jean-Marie a mis en pratique le fait que, pour lui, l'idée d'indépendance était liée à la maîtrise de l'économie (p. 55).

Les deux dernières pages de cet ouvrage (pp. 59-60) sont consacrées à la conclusion dans laquelle Louis-José Barbaçon voudrait d'abord « tordre le cou à une dernière médisance, celle qui voudrait que Jean-Marie Tjibaou ne se serait préoccupé que de la culture kanak », la preuve en est dans le budget préparé par le conseil de gouvernement et dont Jean-Marie avait la charge. « Trois aides financières indispensables à trois constructions emblématiques » furent négociées et défendues par Tjibaou : le foyer culturel vietnamien, le musée de Bourail en écho au centre culturel de Hienghène et le temple maçonnique de la Fraternité australe à Ducos. À ce propos, l'auteur nous rappelle que, « contrairement à ce que l'on peut entendre », ni Jean-Marie, ni Gaston Morlet ni lui-même n'étaient francs-maçons (p. 59).

« Tel était le Jean-Marie Tjibaou que j'ai connu au gouvernement qu'il dirigeait, un gouvernement que je suis fier, avec la FNCS, d'avoir contribué à mettre en place. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Dans le manuel d'histoire destiné aux enfants du pays, que peut-on lire ? "Sous l'égide du gouvernement socialiste, se met en place un conseil de gouvernement où les indépendantistes par-

tagent le pouvoir avec la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (FNSC) contre le RPCR.” J’ai déjà dit ce que je pensais de la protection du gouvernement socialiste, mais comment accepter l’idée que Jean-Marie ait pu faire un gouvernement “contre” ? Jean-Marie Tjibaou a accepté de diriger un gouvernement “pour” : “Pour un gouvernement de réformes et de développement.” » (pp. 59-60)

Et la réécriture de l’histoire dans les manuels d’histoire ne concerne pas seulement les fausses affirmations telles que celles mentionnées au cours de ces lignes. Elle peut consister en « omissions » ou dans le fait de retirer certains faits ou noms :

« Dans l’ancien manuel, celui de 1991, auquel j’ai participé, on employait sur ce même sujet les termes suivants : “la formation du gouvernement Tjibaou (FI-FNSC-Henri Wetta)”. Dans le nouveau manuel, le nom de Jean-Marie a disparu, il n’existe que quand il serre la main de Jacques Lafleur. Le nom d’Henri Wetta a lui aussi disparu. Et pour cause, si le rédacteur du chapitre l’avait laissé, il n’aurait pas pu écrire que ce gouvernement avait été constitué contre le RPCR puisqu’Henri en était l’une des grandes figures mélanésiennes. » (p. 60)

Cet ouvrage est du plus intéressant et je l’ai découvert avec grand plaisir. Il est aussi très pédagogique et se veut une contribution pour montrer « à la jeunesse de notre pays combien le chemin parcouru est long mais aussi combien est long le chemin qui reste à parcourir » (p. 60).

RÉFÉRENCES CITÉES

LEBLIC Isabelle, 1993. *Les Kanak face au développement. La voie étroite*, Grenoble, PUG-ADCK.

—, à paraître. Sovereignties and Colonialities in the French-Speaking Pacific: The case of New Caledonia (1980-2017), conférence ASAO 2017, in A. Mawyer et P.-Y. Le Meur (éds).

Isabelle LEBLIC, Villejuif, CNRS LACITO

MOKADDEM Hamid, 2012. *L’accord de Nouméa pour tous*, Nouméa, Institut de formation des maîtres de la Nouvelle-Calédonie, Pub. de l’IFMNC, 87 p., bibliogr.

Ce petit livre reprend deux conférences de l’auteur données en 2011 à l’Institut de formation des maîtres de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre une meilleure compréhension des organisations politiques et sociales du pays au moment où se joue un destin politique majeur et décisif. Une introduction (pp. 11-13) et une conclusion (pp. 77-79) les encadrent. La première présente le cadre de ces prises de paroles, dans ce « “pays du non-dit” [qui] devient celui du “sur-dit” » (p. 12) :

« Les différences des points de vue sur la souveraineté proviennent des divergences d’interprétations de l’accord de Nouméa. Pour essayer d’y voir plus clair, le propose de déplier les sens et les non-sens de l’accord de Nouméa et d’analyser ensuite les conflits du drapeau. » (p. 13)

La première conférence (22 avril 2011), consacrée à l’accord de Nouméa (pp 15-34), explique cet accord politique (pp. 19-30) et le rôle des différents partenaires que sont l’État, le FLNKS et le RPCR. L’auteur termine ce chapitre par la souveraineté qui est à la fois point d’accord et de discorde. Puis, il examine le corpus de textes juridico-politiques qui constituent cet accord sur une idée de compromis (p. 31) pour finir sur la séquence d’événements induite par la durée de l’accord, soit les vingt années qui suivent sa signature, rythmées par les cinq élections provinciales (pp. 32-34). Il évoque notamment l’usure du pouvoir qui entraîne de nombreuses « scissions politiques des deux partis hégémoniques, l’UC et le RPCR » (ce dernier donnera l’Avenir ensemble, le Rassemblement-UMP, Calédonie ensemble, le Mouvement pour la diversité et le Rassemblement pour la Calédonie). Quant au FLNKS, il est divisé par des compétitions internes, notamment UC et PALIKA pour le *leadership* du front. Enfin, l’USTKE crée un parti politique, le Parti travailliste. Tout cela sur fond de destin commun proclamé mais pas toujours mis en pratique.

La seconde (29 avril 2011) porte sur l’affaire du drapeau (pp. 35-75), c’est-à-dire tous les conflits à propos de la levée du drapeau kanaky avec le drapeau français sur les édifices publics face aux hypothèses sur le choix d’un drapeau commun : le drapeau FLNKS pour tous ou un autre drapeau ? Dans ce chapitre, il revient sur le fait que :

« L’identification à un seul et même “peuple calédonien” est une fiction. La devise de l’UC, “Deux couleurs, un seul peuple” est une utopie ; c’est l’impossibilité d’un imaginaire partagé qui rythme de manière récurrente les conflits locaux. » (p. 38)

Mokaddem place son analyse dans la théorie des « esplacements » d’Alain Badiou (1982) qu’il définit comme tel :

« J’entends par “esplacements” les inscriptions des sujets ou des collectifs convertis en sujets dans un espace ouvert et fermé à la fois. La conversion des collectifs en sujet est une logique paradoxale : un collectif se convertit en sujet dès lors qu’il devient acteur sujet de son devenir et de ses processus de subjectivation. » (p. 41)

Il prend en exemple le terme Kanaky, qui renvoie à un espace imaginaire, une idée virtuelle, mais qui néanmoins « donne sens aux inscriptions des sujets en tant que [...] kanak mobilisé autour de l’idée de souveraineté, “le pays kanak indépendant” ». Et les Calédoniens, dans le même mouvement, deviennent un collectif par rapport aux Français de France.

À visée pédagogique, ce petit livre souhaite rendre accessible à tous les citoyens du pays l’accord de Nouméa dans ses trois dimensions et ceci, à la lumière des polémiques récurrentes qui occupent l’espace politique calédonien. Il n’est pas inutile d’y revenir dans la période actuelle où les citoyens doivent se prononcer tel que prévu par l’accord de Nouméa, sur l’avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie : pleine souveraineté et indépendance ou pas ! Donc à lire et relire sans modération.

RÉFÉRENCE CITÉE

BADIOU Alain, 1982. *Théorie du sujet*, Paris, Seuil, coll. L'ordre philosophique.

Isabelle LEBLIC, Villejuif, CNRS LACITO

MATHIEU Jean-Luc, 2018. *La Nouvelle-Calédonie sera-t-elle indépendante ? Analyse d'une politique publique*, Paris, L'Harmattan, 127 p., 19 sources.

Ce petit ouvrage annonce dès le début, dans une « remarque liminaire », le ton :

« [...] une société, presque tout entière, ne peut pas dévoiler crûment son objectif quand il correspond, avant tout, aux désirs et intérêts de quelques dizaines de milliers de citoyens français, dont les partis politiques nationaux sont solidaires, très éloignés des intérêts des habitants originels d'une terre colonisée à l'époque de l'impérialisme français. » (p. 5)

Son auteur, Jean-Luc Mathieu, haut fonctionnaire de l'État, ancien magistrat à la Cour des comptes et membre actif du Forum de *Regards protestants* (<https://www.leforumderespectueux.org/>), connaît bien la Nouvelle-Calédonie. Il a déjà écrit en 1989 un très utile « Que sais-je ? » qui fut d'ailleurs plusieurs fois réédité depuis.

Il poursuit dans l'introduction et rejoint notre propre analyse conduite depuis de nombreuses années (voir Leblanc, 1993) et exposée durant trois ans (2015-2017) à ASAO dans les sessions *Contested Sovereignities in the French (Post) Colonial Pacific* coordonnées par Alexander Mawyer et Pierre-Yves Le Meur (*Sovereignities and Colonialities in the French-Speaking Pacific. The case of New Caledonia* (1980-2018), à paraître) :

« Nous allons analyser ici une politique parée de tous les atouts de la générosité [...] pour inciter une majorité de Néo-Calédoniens à se détourner de toute perspective indépendantiste et opter pour une large autonomie (affectant le moins possible la richesse des plus aisés). Les pages qui suivent entendent expliquer pour quelles raisons et par quels cheminements le référendum, prévu de longue date, en Nouvelle-Calédonie, pour l'automne 2018, ne peut aboutir qu'au rejet de la « pleine souveraineté », c'est-à-dire de l'indépendance, parce que tout a été fait, depuis 1978, pour aboutir à ce résultat. » (pp. 9-10)

Comme je le dis depuis 1993, depuis Dijoud, nous avons en fait toujours à peu près la même politique de développement pour rééquilibrer, et Jean-Luc Mathieu précise aussi dans le chap. 2 que :

« [...] pendant les quarante années qui ont suivi, c'est, avec quelques variantes, la même politique qui a été poursuivie, avec les mêmes objectifs : désamorcer les revendications indépendantistes. » (p. 24)

Cet ouvrage vaut donc la peine qu'on s'y attarde quelque peu dans cette période pré-référendaire.

Il est construit en dix chapitres, précédés d'une introduction (pp. 9-10) et d'une remarque liminaire, suivis de « Remarques finales » en guise de conclusion (pp. 121-122) ; on peut regretter qu'il n'y ait pas de bibliographie proprement dite en fin d'ouvrage, mais juste la mention des sources consultées (au nombre de dix-neuf). L'auteur a voulu sans doute faire au plus vite pour paraître avant la tenue du référendum et ce texte, « achevé le 1^{er} juin 2018 », est disponible dans les rayons des librairies depuis fin juin.

Dans le chap. 1, « Les structures coloniales en lente évolution » (pp. 11-21), rien de neuf qu'on ne connaisse déjà et qui est ici extrêmement résumé. L'auteur nous y présente deux périodes de l'histoire calédonienne qu'il nomme « La domination blanche sans partage » (pp. 12-14, soit 2,5 pages pour cent ans de colonisation !) et « La domination avec partage » (pp. 15-21). En citant le professeur de géographie Jean-Christophe Gay, il précise que « La Nouvelle-Calédonie a sans doute connu le pire système colonial qu'ait produit la France » (extrait de la déclaration faite le 2 février 2016 à l'Assemblée nationale à la commission d'enquête sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie).

Quatre sous-chapitres pour exposer la domination avec partage :

1. « La difficile fin de la colonie », dans lequel l'auteur nous parle de la Seconde Guerre mondiale qui a permis à la Nouvelle-Calédonie de vivre à l'heure américaine, la création de l'Union calédonienne en 1953, de l'élargissement à tous les Kanak du droit de vote en 1951 pour être total en 1956 avec la majorité pour les Kanak dans le corps électoral, et de la loi-cadre Defferre de 1956, etc.

2. « Le début de l'autonomie », avec le gouvernement SFIO de Guy Mollet qui imagine un « système de gestion [...] pour desserrer le carcan des territoires d'outre-mer, dans un monde où l'indépendance des colonies devenait une revendication mondiale » avec un statut de large autonomie, la loi-cadre dite Defferre du 23 juin 1956 (Leblanc, 1993 : 54), « qui représente une avancée très importante par rapport à la situation antérieure » (pp. 16-17). L'UC a la majorité absolue à la toute nouvelle assemblée territoriale, ce qui ne fut pas accepté nous dit-il « par les différentes tendances de la droite, quasi exclusivement ancrées dans les milieux calédoniens d'origine européenne » et « un coup de force est tenté le 18 juin 1958 par la biais d'une manifestation de « broussards » et de Nouméens dénonçant « la dictature Lenormand ». » (p. 17) Malgré la suspension du conseil de gouvernement, Lenormand est réélu pour la troisième fois en 1959 avec 67 % des voix.

3. « Le début de la 5^e république » est une période que j'appelle d'occasion manquée car l'UC, si crainte parce que majoritaire, est celle qui a permis que la Nouvelle-Calédonie demeure dans la république française en appelant à voter oui à la constitution de 1958 et en passant au statut de territoire d'outre-mer (TOM). La « domination de la vie politique nationale par la droite gaulliste (RPR)

allait avoir des conséquences [...] avec la création du Rassemblement calédonien, par Henri Lafleur » (p. 18). Désapprouvant la façon dont l'autonomie fonctionnait et de la majorité Union calédonienne, les colons et leurs descendants demandèrent aux gouvernements français qu'une recentralisation la réduise considérablement. « [...] Ce furent les lois Jacquinot (1963) puis Billotte (1969) [...] » (p. 18). C'est le début de ce que nous avons appelé en 1993 « la valse des statuts » (Leblic, 1993 : 53-74).

4. « Le “boom” du nickel, occasion d'une recolonisation² démographique » pose l'éternel problème, et à mon sens toujours présent depuis le début du statut de TOM, de maintenir la Nouvelle-Calédonie comme une terre d'immigration française ayant le double avantage de noyer la revendication d'indépendance en rendant les Kanak minoritaires dans leur propre pays, mais aussi, comme le cite Jean-Luc Mathieu à propos de la directive Messmer de 1972, pour que : « les conditions soient réunies pour que la Calédonie soit dans vingt ans un petit territoire français prospère comparable au Luxembourg et représentant évidemment, dans le vide Pacifique, bien plus que le Luxembourg en Europe » (p. 21). Il faut donc « blanchir » la population. À ce propos, une petite précision. L. Mathieu note p. 19 que les Kanak sont « redevenus majoritaires dans la population vers 1960 » alors que, d'après le tableau de la population que nous avons publié en 1993, à partir des données de l'ITSEE, ils le sont depuis 1901 jusqu'en 1956, l'année 1946 exceptée où ils ne sont que 49,4 % de la population du territoire. Jusqu'en 1989 où ils sont encore 44,8 %, ils restent la population la plus importante mais n'ont plus la majorité absolue. Et, si l'on replace les objectifs de cette directive dans ce début de XXI^e siècle, on peut dire que les objectifs ont été atteints et continuent d'être suivis puisque l'immigration qui a eu lieu depuis trente ans (le début des accords) n'a cessé d'augmenter (voir Rallu dans ce volume). L'auteur conclut ce chapitre en notant que :

« On a peine à croire qu'une pareille déclaration de colonialisme puisse avoir été articulée par la droite dite “gaulliste”. » (p. 21)

Le chap. 2 « Des essais pour essayer de rattraper le temps perdu » (pp. 23-36) part de l'élection de Giscard qu'il qualifie « d'une droite plus subtile, plus centriste » face à la « droite rigide, auto-baptisée “gaulliste” » de Pompidou et (p. 23) pour arriver au « “flop” du statut Lemoine ». Tout d'abord, avec Raymond Barre, le gouvernement choisit le retour vers l'autonomie en 1975 par un nouveau statut, nous dit-il. En fait, le statut Stirn qui permet cela date du 28 décembre 1976.

2. Comme je l'ai écrit pour ASAO, s'il a souvent été dit que les accords de Matignon et de Nouméa étaient une voie originale de décolonisation dans la république française, il me semble que c'est tout le contraire qui se passe et que ces accords ont permis une recolonisation, certes différente que par le passé, de la Nouvelle-Calédonie, qui aura des effets si le pays ne devient pas indépendant. Une importante migration de métropolitains s'est produite durant toutes ces années malgré le fait qu'elle devait être contrôlée, comme par le passé avec la « directive Messmer » qui prônait de « faire du blanc » pour noyer la revendication d'indépendance, en reprenant l'annonce faite en 1972 par Roger Laroque, alors maire de Nouméa. Nous n'en sommes peut-être pas si loin (voir Leblic, 1993 : 32).

« Au lieu de soutenir les intérêts des Caldoches en prenant de front les [Kanak], de plus en plus influencés par l'indépendantisme, les gouvernements mirent en œuvre une politique visant à intégrer une partie des Mélanésiens au système dominant. » (p. 24)

Et, là encore, je suis d'accord avec Mathieu qui écrit, comme nous l'avons fait à de multiples reprises (voir notamment Leblic, 1993 ; à paraître ASAO et ce volume), que :

« pendant les quarante années qui ont suivi, c'est, avec quelques variantes, la même politique qui a été poursuivie, avec les mêmes objectifs : désamorcer les revendications indépendantistes. » (p. 24)

Ainsi, le destin commun et le rééquilibrage ne sont que la version contemporaine de la promotion mélanésienne de Dijoud, des victimes de l'histoire de Nainville, des plans de développement de l'intérieur et des îles... Ce qui fait conclure l'auteur ce chapitre avec « 7. Le délitement » dans lequel il revient sur la façon dont les indépendantistes exprimèrent leur sentiment d'avoir été trompés par les socialistes censés les soutenir (p. 35) ; le statut Lemoine pouvait en marquer le point d'orgue (p. 36).

Le chap. 3 consacré aux « heurts et malheurs de la proposition Pisani » (pp. 37-45) montre qu'il n'était rien. Le discours télévisé d'Édgar Pisani, avec du recul, apparaît comme audacieux :

« La France ou bien l'indépendance. L'indépendance ou bien la France. Il est possible d'associer ce que l'on avait jusqu'ici opposé ; je suggère que vous vous prononciez, dans le cadre de l'article 88 de la constitution de la république, en faveur de l'indépendance-association garantissant aux deux pays la stabilité de leurs relations en garantissant à tous, personnes morales et physiques, le respect de leurs droits légitimes et de leur sécurité. France et indépendance. » (p. 39)

Mais il n'a pas été suivi par le gouvernement socialiste de Fabius, ce qui a donné le statut Fabius-Pisani, bien en retrait, et la suite dramatique de l'on connaît à Ouvéa en 1988 puis 1989. Que de temps de perdu pour en arriver maintenant à une position bien similaire... « Du Macron avant l'heure » dit-il (p. 40), mais plus de 35 ans après et de nombreux morts ! L. Mathieu cite toute une série de témoignages des plus intéressants sur l'accueil du plan Pisani par la base calédonienne comme :

« Beaucoup ont insisté sur [...] le rôle néfaste joué par les leaders politiques qui restent accrochés à des positions dépassées. [...] Même un Calédonien qui, en matériel de travail, a perdu près d'un million à Thio, nous a dit : “[...] Pour continuer à pouvoir vivre ensemble bien, je suis prêt à l'indépendance. Mais il faut le discuter vite ; je trouve que le vote en juillet, c'est trop loin.” » (p. 42)

Le chap. 4 illustre bien ces valse-hésitations avec « la Nouvelle-Calédonie à hue et à dia » (pp. 47-56). Mathieu revient sur le manque de volonté politique du gouvernement socialiste en janvier 1985 quand il ne suivit pas la proposition de Pisani et qu'il proposa un énième statut qui « allait mécontenter les deux camps » (p. 47). D'ailleurs, l'auteur nous dit que :

« Quelques années plus tard, Edgard Pisani a confirmé la lâcheté du Premier ministre Laurent Fabius. » (p. 50)

D'ailleurs, en cela, pour éloigner toute perspective d'indépendance, la droite n'est pas en reste. Elle « est parvenue à exclure [la] formulation [d'indépendance association avec la France] et, entraînant la gauche sur son terrain, a par conséquent réussi à écarter cette hypothèse du débat national » (p. 53).

Le chap. 5 revient sur « La revanche » (pp. 57-65) de la droite revenue au pouvoir en France et qui amena au drame d'Ouvéa que l'on connaît. Il est dommage que ce chapitre ne fasse pas mention de la mobilisation pacifiste des Kanak contre Pons et son référendum, notamment « les quinze jours pour Kanaky » (23 août-3 septembre 1987), décidée par le congrès FLNKS des 30-31 mai 1987 à Ponérihouen : une grande marche pacifique pour l'indépendance qui débuta le 22 août 1987 et des grèves de la faim un peu partout sur le territoire.

Le massacre d'Ouvéa introduit « le changement de perspective » du chap. 6 (pp. 67-78). Olivier Stirn, qui était l'auteur du statut autonomiste du même nom du 28 décembre 1976 – et non pas 1974 comme l'écrit Mathieu –, redevient ministre des DOM-TOM du 8 mai au 22 juin 1988 ; il évoque « la nécessité de mettre fin à la situation coloniale, notamment par des mesures financières et fiscales » (p. 67). Et, en présentant l'accord de Matignon du 26 juin 1998, Mathieu pointe un élément qui émerge de la déclaration finale :

« [...] outre l'acceptation de contribuer à établir la paix civile, c'est le choix de présenter les aspirations des deux blocs de façon clivante, Jean-Marie Tjibaou et ses associés ayant étrangement accepté que la position du FLNKS soit présentée comme "souverainiste" et "indépendantiste", sans aucune référence à une possibilité d'association avec la France ; la parenthèse Pisani était donc écartée, conformément à la volonté conjointe du gouvernement et des anti-indépendantistes. » (p. 69)

Ainsi, la suppression de toute référence à l'association fait le jeu des anti-indépendantistes et du gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche d'ailleurs. Pourtant, ce sont les indépendantistes qui, à l'échelle de la Nouvelle-Calédonie, ont fait passer les accords.

Avec le complément d'Oudinot du 20 août 1988, l'exposé des motifs adopté reprend, comme nous l'avons déjà écrit (1993 et ce volume), « à nouveaux frais, la politique de "promotion mélanésienne" du président Giscard d'Estaing et renvoie à dix ans le scrutin d'autodétermination » (p. 70). D'ailleurs, il insiste sur le fait que :

« Tout a été masqué par la photo de la poignée de main entre Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur, mais cet

accord a été obtenu grâce à la capitulation de Jean-Marie Tjibaou sur l'essentiel, un changement de paradigme sociétal et, par conséquent, du FLNKS. [...] De nombreux Caldoches n'ont, une fois encore, pas compris que c'est leurs intérêts que [les] accord[s] de Matignon-Oudinot [ont] visé avant tout à protéger. » (p. 73 et p. 75)

Le chap. 7 présente l'accord de Nouméa de 1998 (pp. 79-83) en rappelant la vision que l'auteur a de ces accords :

« Le premier ministre, Lionel Jospin, entendit renouveler l'opération menée par son prédécesseur, Michel Rocard, avec [les] accord[s] de Matignon-Oudinot, qui avait permis de "remettre à plus tard" le choix institutionnel crucial pour la Nouvelle-Calédonie, tout en laissant l'économie (privée) et les finances (publiques) agir pour dissoudre l'aspiration à l'indépendance d'une partie au moins de la communauté mélanésienne. » (p. 79)

Pour Mathieu, ce nouvel accord représente une « issue sans perspective précise » et on ne peut qu'être d'accord avec lui quand, p. 81, il dit que :

« L'État a pris la "posture" d'abdiquer sa responsabilité ; toutes les parties se sont fait une raison de vivre pendant 20 ans dans une situation d'autonomie confortable, sans suffisante responsabilisation financière des Néo-Calédoniens. »

Et, comme nous le disons nous-mêmes, « chacun sait que les raisons de ce consensus sont souvent diamétralement opposées » (Bensa et Wittersheim, 2014, cités p. 83).

Le chap. 8 revient sur « les nerfs de la guerre » (pp. 85-93) que sont les transformations économiques et sociales qui ont un rôle fondamental. Pour ce faire, il va rappeler le poids de la fiscalité coloniale « destinée à conforter les fortunes constituées ou en voie de constitution » (p. 85) jusque dans les années 1980 où fut instituée la contribution de solidarité, sorte d'impôt sur les revenus à un faible taux, puis la fiscalité contemporaine, les aides de la métropole et les avantages fiscaux pour les investissements privés. « Sur le plan fiscal, la Nouvelle-Calédonie, qui a toujours ignoré l'impôt sur la fortune, est un véritable paradis pour les gens aisés » (p. 88) et c'est bien cela qui fait que nombreux sont ceux qui refusent l'indépendance. Pour finir, il rappelle que « le niveau des rémunérations de la fonction publique institué dès 1946 [...] a fait de l'outre-mer français des régions économiques lourdement handicapées dans un monde concurrentiel » (p. 92).

« Avoir donné du temps au temps », tel est le chap. 9 (pp. 95-114) dont l'argument est le temps long qui a permis de réduire la place des indépendantistes et obtenir le résultat escompté au référendum, à savoir, même s'il ne le dit pas, le non à l'indépendance. Ces vingt ans de l'accord de Nouméa ont été en effet caractérisés par « une longue décennie d'apparente léthargie » qui avait pour but de :

« Rester avec le confortable statut de territoire sous perfusion et attendre que le temps passe fut la principale caractéristique de la décennie qui suivit l'accord de Nouméa. » (p. 95)

Les titres des sous-chapitres sont éloquentes : « D'infinies palabres relatives à "la terre" », « On

claironne l'unité pour masquer les oppositions », « Un congrès figé dans l'immobilisme », « L'opposition est totale sur la délimitation du corps électoral pour le référendum d'autodétermination », « Les activités "nickel" », « Une longue période de débats sans débouchés », « Une profusion d'organismes de "réflexion" », « La profondeur des divisions », « Les "hypothèses" Mélin-Soucramanien-Courtial », « L'émiettement des représentations politiques », « L'absence de débat organisé sur l'avenir du territoire ». Enfin, la dernière partie de ce chapitre revient sur la société calédonienne transformée avec « Un dynamisme économique certain », « Une économie fragile », « Des migrations internes », « Un territoire qui attire les populations », « De solides rémanences de structures coloniales », « Un îlot de profondes inégalités sociales », « Le maintien de flux de perfusion » et « Les transformations du monde kanak ».

Le chap. 10, « Le dénouement » (pp. 115-119), termine ce petit livre sur lequel il revient sur le fait que « l'objectif du FLNKS, non utopique, était atteignable », à savoir la « plausible hypothèse d'une indépendance sans baisse de leur niveau de vie » (p. 115). Il conclut en reprenant Christnacht qui déclarait en juin 2015 :

« Les indépendantistes sont très gênés par l'idée d'une indépendance-rupture. C'est pour cela qu'il faut que les forces politiques essaient de desserrer cet étau. » (Bussereau et Dosièr, 2017). La stratégie menée, tout au contraire, par le Premier ministre, a été d'obtenir, à la satisfaction des anti-indépendantistes à ce qui est peut-être devenu leur propre piège, qu'un accord se fasse pour que la question posée soit : « Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ? Ainsi, l'hypothèse d'une "indépendance-association" ou de la "pleine souveraineté avec partenariat" a été écartée au profit d'une question absolument clivante, prenant les indépendantistes au piège qui leur a été tendu depuis des dizaines d'années [...] » (pp. 117-118)

Et là, Mathieu revient sur l'objet de son propos, « les quarante années d'une politique publique quasiment continue » qui a permis l'accomplissement d'un « double "miracle" » : d'abord, obtenir des indépendantistes qu'ils acceptent « une question dont on pressent bien, que grâce à son caractère abrupte, elle recueillera une nette majorité de NON » ; puis :

« que rien n'a été esquissé pour le futur, si le vote est, comme escompté, négatif. L'autonomie s'accompagnera-t-elle d'une même générosité financière alors qu'il n'y aura plus d'électeurs à conquérir et que la France s'efforcera de sortir de quarante années de déficits ? Les Néo-Calédoniens seront-ils une fois encore exemptés de la plupart des efforts financiers ? L'essentiel de cette fonction de solidarité risque d'être réservé aux contribuables métropolitains. » (p. 118)

Et comme Mathieu le rappelle lui-même, quel peut être ce « destin partagé » dans un pays où « 47 % des votants ont choisi Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2017 » (p. 119) ?

En « Remarque finale » (pp. 121-122) qui fait office de conclusion à cet ouvrage, Mathieu rappelle que :

« cet État, indépendant, en association avec la France, aurait façonné son histoire, qui l'eut peut-être menée loin de l'idéal de l'Union calédonienne "Deux couleurs, un seul peuple". Peut-être eut-il réussi, malgré les profondes déstabilisations opérées par les colonisateurs puis, ultérieurement, par l'offensive capitaliste, à construire une société équilibrée, plus égalitaire, vivant selon ses schémas propres, sans courir après un produit intérieur brut moyen toujours plus élevé (la "croissance"), conservant quelques spécificités malgré la tornade de la mondialisation. [...] Mais cet État indépendant, associé à une France qui l'aurait honnêtement aidée à construire son propre destin, aurait lui-même façonné son histoire. Encore eut-il fallu qu'il rencontrât d'authentiques décolonisateurs, capables de vouloir qu'un pays essaye de se choisir un autre destin que celui qu'on lui impose et de l'y aider. » (pp. 121-122)

C'est un peu le pari sur l'intelligence de Jean-Marie Tjibaou mais il semblerait qu'il se soit perdu en route. On peut en effet regretter quelques imprécisions ou erreurs de chronologie, telle que par exemple p. 29 où il place l'assassinat de Pierre Declercq à la fin de l'été 1982 au lieu du 19 septembre 1981 :

« En juin 1982, [...] [alliance FNSC et FI] pour élire un nouveau conseil de gouvernement dont le vice-président fut Jean-Marie Tjibaou. [...] La situation se tendit plus encore à la fin de l'été, avec l'assassinat, non élucidé, d'un Européen, secrétaire général de l'Union calédonienne, Pierre Declercq [...] » (pp. 28-29)

Ou encore p. 20, où il confond les dates entre la directive Messmer de 1972 et la déclaration de Roger Laroque, maire de Nouméa qui, elle, date de 1970 et non pas de 1972 (voir Leblie, 1993 : 31-32, et repris dans ce volume p. 346). De même, l'auteur passe de Kanak à Kanaks au fil des pages...

Quoi qu'il en soit, je recommande la lecture de cet ouvrage synthétique – parfois trop –, qui peut s'apparenter par certains côtés à un pamphlet par ses critiques contre les politiques publiques de l'État menées depuis quarante ans, mais très utile pour remettre en mémoire les grandes lignes de la colonisation et de ses méfaits, et l'évolution récente du pays, si l'on prend soin de vérifier quelques dates erronées.

RÉFÉRENCES CITÉES

- BENSA Alban et Éric WITTERSHEIM, 2014 (juillet). En Nouvelle-Calédonie, société en ébullition, décolonisation en suspens, *Le Monde diplomatique*.
- BUSSEREAU Dominique et René DOSIÈRE, 2017 (28 mars). *Rapport d'information au nom de la mission d'information sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie*, Paris, Assemblée nationale.
- LEBLIC Isabelle, 1993. *Les Kanak face au développement. La voie étroite*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble avec l'ADCK.

Isabelle LEBLIC, Villejuif, CNRS LACITO

DEMMER Christine et Benoît TRÉPIED, 2017 (éds), 2017. *La coutume dans l'État. Perspectives coloniales et postcoloniales sur la Nouvelle-Calédonie*,

Paris, L'Harmattan, coll. Cahiers du Pacifique Sud contemporain, hors série 3, 274 p., bibliogr.

Cet ouvrage collectif, qui regroupe les travaux de huit auteurs, est le résultat partiel d'un projet financé par l'Agence nationale de la recherche intitulé *AUTOCHTOM : Legs colonial et outre-mer autochtones* du Centre Norbert Elias et de l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux. Ce programme de recherche concernait en effet, outre les Kanak de Nouvelle-Calédonie, les Amérindiens de Guyane et les Mā'ohi de Polynésie française face à deux institutions de la République française que sont la justice et l'école. Mais, dans cet ouvrage, sont présentés également des chapitres de chercheurs n'ayant pas participé à ce programme et ne sont traitées ici que les recherches sur la justice menées durant cette ANR. Ce livre est également issu d'une recherche financée par la Mission de recherche Droit et Justice.

Le thème annoncé est ici celui de la coutume dans l'État. La « coutume », thème rebattu dans de nombreux ouvrages d'ailleurs ces vingt-cinq dernières années ; aussi se demande-t-on ce que cet ouvrage pourra apporter de nouveau. En réalité, c'est du côté du terme « État » que semble se situer l'apport de ce livre. Mais en fait, on ne s'y retrouve pas plus, car l'État français n'est présent qu'en filigrane tout au long de l'ouvrage, ce que l'on ne peut que regretter. Surtout à l'approche des échéances institutionnelles à venir (le référendum pour la cession des cinq dernières compétences régaliennes d'ici fin 2018). Cela est évoqué dans l'introduction, nous y reviendrons. Mais avant, présentons la trame de l'ouvrage.

Après une introduction des deux éditeurs du volume, huit chapitres déclinent d'abord l'histoire coloniale, celle du « conseil des anciens » (Michel Naepels, pp. 25-48), puis l'« Égalité totale ou [l'] évolution encadrée et séparée. Retour sur les années 1946-1956 » (Christine Salomon, pp. 49-97) ; puis « Entre droit coutumier et droit civil : un droit mixte ? Réflexions après une enquête auprès des praticiens du droit » ; (Jean-Louis Halpérin, pp. 135-160), « le recueil du droit coutumier paicî-cèmuhi. "Autopsie" d'un projet classé sans suite » (Manon Capo, pp. 161-188) ; « "Vous avez oublié que vous êtes Kanak !" ». La justice face aux nouvelles formes des relations familiales kanak » (Benoît Trépiéd, pp. 189-234) ; « La tribu dans la ville : l'espace urbain, l'autorité coutumière et la marginalisation de la jeunesse kanak » (Tate LeFevre, pp. 235-252), pour finir par « Malaise dans la coutume ? Réflexions à propos de l'usage de la notion dans un ouvrage de Régis Lafargue » (Marie Salaün, pp. 253-272). L'énumération de tous ces titres de chapitres nous conforte dans l'idée que l'État est le grand absent de cet ouvrage. Il est très difficile de rendre justice à chaque article et chaque auteur dans un compte rendu qui se veut très court. Aussi je ne le

ferai pas. J'indiquerai juste quelques pistes de réflexions générales pour inciter les lecteurs intéressés par la Nouvelle-Calédonie à le lire et à se faire eux-mêmes leur propre opinion. Mais on peut dire que cet ouvrage est très représentatif, pour une part de ses auteurs, de ce que certains ont nommé « l'école anthropologique métro-calédonisante », qu'ils qualifient comme :

« un petit groupe [...] oublieux de toute retenue déontologique, déchaîne contre la coutume et le statut kanak un tir idéologique nourri. » (Leca, 2018 : 291)

Je laisse la responsabilité de ces propos à son auteur. Ce qui est sûr, c'est qu'ils ne se citent le plus souvent qu'entre eux, comme l'a justement remarqué Antoine Leca dans son compte rendu (2017 : 154). Et donc, une partie des chercheurs qui n'appartiennent pas à leur groupe ne l'est quasiment jamais, ce qui n'est pas très déontologique.

En effet cet ouvrage nous fait remonter à l'article sinistrement célèbre ici et là-bas de *Vacarme 64* dont tous les auteurs, sauf Bensa, Hamelin et Wittersheim, sont présents dans ce volume. Cet article, très mal reçu en Nouvelle-Calédonie par de nombreuses personnes, et ici par certains chercheurs ne se reconnaissant pas du tout dans cette façon de donner des leçons aux Kanak, n'était pas sans rappeler les bons temps de l'anthropologie coloniale !

D'ailleurs, cet article avait fait l'objet d'une lettre ouverte d'Élie Poigoune le 9 juillet 2013, en réponse :

« Sur des enjeux aussi complexes que ceux-là, et eu égard au grand respect que je porte aux travaux que nombre d'entre vous ont publiés sur la Nouvelle-Calédonie, j'aurais attendu de votre part davantage de rigueur dans le recueil des informations qui sous-tendent vos conclusions, et dans la présentation que vous faites de celles-ci. »

Moi-même, j'avais été sollicitée en tant qu'anthropologue par des amis kanak pour connaître ma position par rapport à cet article. Et, mon attitude comme celle d'autres collègues était sans équivoque : je ne partageais pas du tout les prises de positions de mes collègues que l'on peut qualifier de « donneurs de leçons » et qui se fondent sur une présentation de la réalité des choses et de l'histoire partielle, voire colonialiste.

Mais ici, il faut reconnaître que le contenu de cet ouvrage est nettement plus sérieux et plus documenté. Il nous permet une remontée historique dans « la coutume » à travers les contributions de ces sept anthropologues et d'un professeur de droit. Même si je ne partage pas toujours tous les points de vue de ces auteurs, c'est un ouvrage qu'il faut lire, ne serait-ce que pour pouvoir dire en quoi selon nous, la coutume n'est pas forcément quelque chose de négatif. C'est en effet parfois, à la lecture de cet ouvrage, un sentiment que l'on a, que certains des auteurs ici présents souhaiteraient voir disparaître le statut coutumier et tout ce qu'il comporte. Mais n'est-ce pas aux Kanak d'en décider ? Qui sommes-nous, chercheurs, pour dire ce qui est mieux contre l'avis général des populations que l'on étudie ?

Surtout en cette veille de référendum où les Kanak indépendantistes eux-mêmes ont défini la place de la coutume et des autres cultures dans le futur État pluriculturel (UNI, 2018 : 23). Il est même noté que :

« La jurisprudence ainsi que de nombreuses expériences existent dans toutes ces matières qui attestent que la coutume est bien vivante et qu'elle peut jouer un rôle dans une nouvelle conception de la démocratie. » (UNI, 2018 : 24)

RÉFÉRENCES CITÉES

DEMMER Christine et Christine SALOMON, avec la coll. d'A. Bensa, C. Hamelin, M. Naepels, M. Salaün, B. Trépied, É. Wittersheim, 2013. Droit coutumier et indépendance kanak, *Vacarme* 64, pp. 63-78 (<http://www.vacarme.org/article/2263.html>).

LECA Antoine, 2018. Le mauvais procès fait à la coutume et au droit coutumier kanak par l'École anthropologique métro-calédonisante ou : L'anthropologie en folie, *Revue juridique politique et économique de Nouvelle-Calédonie* 31, pp. 291-295.

MERLE Isabelle, 2013. Les conditions d'un dialogue « post-colonial », 6 p.

—, 2017. CR de Demmer et Trépied (éds), *Vingtième siècle* 136, pp. 196-197.

UNI, 2018. *Kanaky-Nouvelle-Calédonie. Un État souverain en Océanie. Contribution de l'UNI à la détermination de l'avenir politique et institutionnel de la Nouvelle-Calédonie*, Nouméa, Union nationale pour l'indépendance.

Isabelle LEBLIC, Villejuif, CNRS LACITO

BERTRAM Robert (éd.), 2017. *Revue juridique, politique et économique de Nouvelle-Calédonie* 30 : Le « jour d'après ». Quel droit, quelles institutions après l'accord de Nouméa ?, Nouméa, 179 p., bibliogr., quelques ill.

—, 2018. *Revue juridique, politique et économique de Nouvelle-Calédonie* 31 : L'autodétermination, Nouméa, 316 p., bibliogr., quelques ill.

Ces deux imposants volumes réalisés à Nouméa apportent à tout lecteur intéressé par les débats politiques actuels sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie une foison d'informations des plus utiles. Cette revue comporte plusieurs rubriques : outre le « Dossier » thématique central, nous trouvons une rubrique « Doctrine », liée au thème traité, une rubrique « Séminaire », une « Chronique de la jurisprudence », une « Chronique du droit coutumier kanak », une « Chronique institutionnelle », une

rubrique « Bibliographie » qui présente des comptes rendus de lecture et des « Documents ». Parfois, une rubrique « Portraits » vient compléter l'architecture de ces sommaires. Chaque volume comporte aussi plusieurs pages de Chronologie (couvrant en gros les six mois passés).

Disponibles en téléchargement sur le site de la revue www.rjpenc.nc, ces deux volumes comportent pas moins de 31 articles dans le volume 31 et 10 dans le volume 30 dans les dossiers thématiques, auxquels il faut ajouter 18 articles dans la rubrique « Doctrine ». Le dossier du volume 31 comporte des articles de politiques calédoniens présentant leurs positions face au référendum du 4 novembre et à l'avenir institutionnel du territoire. Cela en fait un dossier incontournable. Il offre aussi des comparaisons avec d'autres pays, comme la Catalogne, le Québec, le Groenland, la Papouasie occidentale... et la Corse. Et, dans le dossier du volume 30, plusieurs articles nous font aborder les questions suivantes : la méthode transitionnelle, les regards sur les projets de société des partis politiques, le droit en question dans une société multiculturelle, entre pluralisme et métissage, et les outils institutionnels en société plurielle.

À lire donc absolument.

Isabelle LEBLIC, Villejuif, CNRS LACITO

MANGA Jean-Baptiste, 2014. *Des pérégrinations du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Nouvelle-Calédonie – Nunavut*, préface de J.-Y. Faberon, prologue du père R. Apikaoua, Paris, L'Harmattan, coll. Portes océanes 27, 432 p., bibliogr., annexes, index, table des abréviations.

« Indépendance, indépendance-association, autonomie, décolonisation, souveraineté... autodétermination, etc. : il faut trouver ou retrouver le sens des mots afin qu'ils deviennent « remède » pour nos maux. C'est le sens de l'œuvre exceptionnelle de monsieur Jean-Baptiste Manga » (p. 9).

Voilà comment le père Rock Apikaoua salue cet ouvrage et son auteur en prologue.

Pour Manga, le droit à l'autodétermination des peuples « est simultanément facteur de restriction de la souveraineté, mais aussi facteur de protection de la souveraineté. » (Faberon, p. 12)

Cet ouvrage imposant, issu d'une thèse en sciences juridiques soutenue à Nouméa en février 2013 sous la direction de Guy Agniel comporte deux parties : « L'autodétermination, facteur de « restriction » de la souveraineté » (pp. 43-240) et « L'autodétermination protectrice, bénéficiaire et tributaire de la souveraineté » (pp. 241-364). Une introduction (pp. 17-42) et une conclusion générale (pp. 365-384) encadrent ces deux parties. Une bibliographie imposante, distinguant les ouvrages, les rapports, les articles, les thèses et les

ouvrages collectifs, comporte plus de 25 pages de références très utiles sur la question.

L'auteur, qui enseigne depuis 25 ans en Nouvelle-Calédonie, se demande ce que devient, à l'heure de la mondialisation, le principe des peuples à disposer d'eux-mêmes. Que reste-t-il de ce qu'il était à l'origine ? S'est-il transformé ? Et si oui, quelles en sont les causes et comment cela se traduit-il dans les formes politiques, les structures de droit public et au-delà ? En comparant la Nouvelle-Calédonie et le Nunavut (territoire fédéral du Nord du Canada), il reprend les trajectoires différentes de ces deux entités, qui représentent deux formes d'exercice du principe, et deux « utopies concrètes » (p. 371) où se construisent des solutions originales. En conclusion, il revient sur ce le fait qu'il est favorable à une décolonisation et une autodétermination authentiques.

Dans l'introduction, il fait l'historique du principe et présente la diversité des revendications actuelles (pp. 18-20). Il présente un classement typologique des revendications d'autodétermination qu'il reprend de Richard Falk (2002) : elles sont de deux types, I. les revendications de sécession ou d'autonomie et II. les revendications de droits de l'homme ou de démocratie. Chacun comporte quatre catégories. En I, nous avons 1. Décolonisation, élimination de la domination étrangère ; 2. Sécession d'une structure fédérée par rapport à un gouvernement central (Slovénie, Croatie, Bosnie, etc.) ; 3. Sous-unité ou collectivité administrative (Kosovo, Tchétchénie, etc.) ; 4. Communautés ou nations autochtones (Cree, Navajos, Zapatistes, etc.). En II, se trouvent 1. Option de statut colonial (Falkland par exemple) ; 2. Option de fédéralisme ; 3. Option de régimes juridiques de garantie et de protection qui confèrent droits d'accès, participation et égalité ; 4. Option d'arrangements « fiscaux » administrés par un souverain traditionnel, avec pour but de préserver des droits traditionnels par rapport à la terre sacrée (droits de chasse et de pêche) et la façon de vivre des minorités et peuples autochtones (p. 19). Puis, il reprend la notion d'autodétermination à l'aune du principe juridique actuel, notamment celui du droit international. Ensuite, il expose la problématique de cette étude, axée sur la Nouvelle-Calédonie et le Nunavut qu'il présente rapidement. Il défend son choix de la méthode comparative qui est « aussi une manière de voir » (p. 32).

« Dans les deux exemples étudiés, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sert de fondement à la décolonisation et à la reconnaissance du peuple autochtone. L'accord de Nouméa et l'accord de Nunavut sont des accords d'autodétermination et constituent le point de départ d'une relation postcoloniale. » (p. 33)

Mais la Nouvelle-Calédonie ne sera indépendante qu'au terme du processus si le oui au référendum l'emporte. Nous n'y sommes donc pas ! Le Nunavut est incorporé au Canada en tant que territoire autonome depuis le 1^{er} avril 1999 où le pouvoir est fortement décentralisé.

Manga recourt à la méthode hégélienne : la dialectique (p. 34) :

« Ainsi, le droit des peuples colonisés, par exemple, entre-t-il en conflit avec la souveraineté des États colonisateurs, et par la suite, c'est la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale des nouveaux États décolonisés qui s'opposent à la mise en œuvre du droit des peuples vivant en leur sein. La contradiction entre ces deux principes est l'une des contradictions propres à notre époque, qui constituent la trame des relations internationales, et donc du droit international contemporain. » (p. 35)

Il reprend l'évolution conceptuelle du principe des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes en allant de la conception classique à la conception postmoderne en passant par la conception moderne.

Tout cela lui permet de dire que « le concept d'« autodétermination postmoderne » sert ici à fournir une grille d'analyse de cette évolution que subit le principe. [...] La postmodernité juridique étant un amalgame entre son aspect anti-modernité (rupture) et son aspect « hyper-modernité » (continuité), l'autodétermination postmoderne révèle bien cette double tendance que notre étude tentera de faire ressortir. » (p. 41).

Il n'est pas possible, par manque de place, de rentrer plus avant dans le corps de cet ouvrage imposant. J'espère vous avoir donné envie de vous y plonger. Il est instructif dans bien des domaines qui nous intéressent ici sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie.

RÉFÉRENCE CITÉE

FALK Richard, 2002. Self-Determination Under International Law: the Coherence of Doctrine versus the Incoherence of Experience, in W. Danspeckgruber (ed.), *The Self-Determination of Peoples: Community, Nation, and State in an Interdependent World*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, pp. 31-66.

Isabelle LEBLIC, Villejuif, CNRS LACITO

CASTEX Patrick, 2018. *Kanaky Nouvelle-Calédonie indépendante ?*, Paris, L'Harmattan, coll. Écrit-Tic, Économie, gestion, société, 295 p., bibliogr., nbreux graph.

Parmi les nombreux ouvrages sortis en cette année référendaire, celui-ci est sans doute le plus documenté. Il comporte de nombreux graphiques (en noir et blanc dans le livre mais que l'on peut avoir en couleur, avec bien d'autres données actualisées après la sortie du livre (juin 2018, fin d'écriture le 6 juin), sur le site lié au livre de l'auteur (<http://kanaky18-referendum.monsite-orange.fr/>).

L'introduction, dont le titre « Un destin pas commun du tout » n'est pas sans évoquer la table ronde à l'université d'Hawaï à Mānoa de 2017 (publiée dans ce volume), donne d'entrée de jeu le ton de

l'ouvrage. L'auteur y retrace à grands pas l'histoire du Caillou pour arriver à la situation actuelle. Il présente son livre comme « un essai socio-économico-politique, comme un roman à suspense particulier : comme un roman noir. » (p. 15)

« Notre objectif est de montrer que le Caillou *peut être* économiquement et politiquement indépendant, avec ou sans association avec la France, à condition que des réformes économiques (lutte contre les inégalités, fiscalité et régimes de sécurité sociale, stratégie minière du nickel) soient mises en œuvre. » (p. 16)

Ainsi, pour l'auteur, la Kanaky peut être économiquement et socialement indépendante (p. 268) et ce, malgré l'importance des transferts de la métropole (p. 270), transferts qui devront être remplacés progressivement par des prélèvements obligatoires locaux payés par les plus aisés (p. 271). Et, elle le sera peut-être politiquement, mais sans doute pas le 4 novembre 2018, nous dit-il sur son site.

Trois parties suivent cette introduction. La première, « Les contraintes sociales nées de l'histoire : inégalités et luttes ethniques, luttes de classes » (pp. 17-84), revient sur la marginalisation des Kanak dans la mosaïque ethnique inégalitaire et la tentative d'extinction menée par le pouvoir colonial, puis sur la résilience kanak face à la domination toujours criante des Blancs, la place des autres plus proches des Blancs que de leurs frères océaniens, et les situations fort contrastées des trois provinces. Puis, dans les luttes sociales, se trouvent en premier lieu les luttes pour la récupération des terres spoliées, ce qui est articulé avec la confrontation de la société kanak à l'économie de marché, à la vie chère et aux inévitables luttes syndicales dans ce contexte.

La deuxième partie, « Les contraintes économiques : Kanaky Nouvelle-Calédonie serait-elle économiquement viable ? » (pp. 85-190) traite le dossier sans concessions, avec une multitude de données. En partant de la situation macro-économique, l'auteur nous présente les périodisations, les cycles économiques et les équilibres ou déséquilibres structurels. Il examine ainsi minutieusement les périodisations possibles des cycles avec leurs forces et leurs faiblesses, l'évolution récente du PIB et du commerce extérieur dans le cadre des déséquilibres macro-économiques, la belle inconnue du partage des revenus entre travail et capital que l'on ne peut découvrir qu'en passant par le détour de la balance des paiements. Puis viennent les comptes publics avec un regard particulier sur le rôle des transferts financiers vers le Caillou, et la crise de 2016 qui provoque un ralentissement notable dans l'emploi salarié. Enfin, on ne peut parler d'économie calédonienne sans parler du nickel et du BTP... Si le nickel joue le rôle de locomotive, il est aussi le centre de tous les conflits de politique économique.

La troisième partie, « Le politique : l'éclatement des deux camps et les tentatives de consensus qui n'ont pas abouti » (pp. 191-266), nous rappelle que la division gauche/droite n'est pas vraiment opérante en Nouvelle-Calédonie et nous présente l'état des partis et coa-

litions depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'à ces dernières années. Puis, l'auteur expose les contraintes des accords (Matignon-Oudinot plus Nouméa) et le rêve d'autres possibilités en mettant en parallèle ce que pensent l'ONU, l'État et les institutions et les politiques locaux. Pour finir, il reprend la période récente, « les jours d'avant le jour d'après » (fin 2017-mars 2018) pour analyser la politique locale et les nombreuses visites des représentants de l'État français.

Le choix du titre de la conclusion, « Fin mal barrés ! » (pp. 267-283), qui reprend le titre d'une pièce de théâtre de Jenny Briffa, s'avère judicieux, tant cette expression caractérise bien la situation des habitants du Caillou s'ils n'arrivent pas à trouver leur destin commun.

Cet ouvrage me paraît capital pour comprendre la réalité actuelle de la Nouvelle-Calédonie ainsi que la volonté de certains de voir le pays accéder à l'indépendance, seul moyen de rétablir égalité et justice sociale. À lire absolument...

Isabelle LEBLIC, Villejuif, CNRS LACITO

BOUARD Séverine, Jean-Michel SOURISSEAU, Vincent Geromini, Séverine BLAISE et Laïsa Ro'i (éds), 2016. *La Nouvelle-Calédonie face à son destin. Quel bilan à la veille de la consultation sur la pleine souveraineté ?*, préface de Michel Vernières, Paris, IAC-Karthala-GEMDEV, 524 p., bibliogr., graphs, cartes, tableaux.

Faire le point deux ans avant le référendum sur les futurs possibles pour l'économie très politique de la Nouvelle-Calédonie en 2018 et après, tel est l'objet de cet ouvrage collectif. À travers une relecture de l'ouvrage de Jean Freyss, *Économie assistée et changement social en Nouvelle-Calédonie* de 1995, vingt ans après, les vingt-cinq auteurs de ce livre imposant souhaitent, en croisant les regards en économie, anthropologie, sociologie, géographie et sciences politiques, montrer les prolongements de sa posture conceptuelle et méthodologique dans les travaux actuels.

Après un avertissement, une préface (pp. 13-15) et une introduction générale (pp. 17-21), dix chapitres, tous coécrits par plusieurs auteurs, constituent le cœur de l'ouvrage. Suivent la bibliographie, les sigles et acronymes et la présentation des auteurs. Comme il est dit en début de livre :

« Le présent ouvrage, focalisé sur les bifurcations de ces vingt-cinq dernières années, n'entend pas revenir sur cette longue trajectoire historique coloniale. » (p. 24)

En effet, Carine David (droit public), Jean-Michel Sourisseau (économie), Samuel Gorohouna (sciences économiques) et Pierre-Yves Le Meur (anthropologue) signent le premier chap. « De Matignon à la consultation sur l'indépendance. Une trajectoire politique et institutionnelle originale »

(pp. 23-67) qui « détaille le dépassement organisé et institutionnalisé de la démocratie représentative usuelle et précise le contenu des statuts récents de la Nouvelle-Calédonie et leurs incidences sur son développement économique » (pp. 24-25), complétant en cela ce que j'avais fait dans mon ouvrage de 1993 où le dernier statut étudié était celui issu des accords de Matignon-Oudinot qui venaient juste d'être signés. Ils montrent comment la structure de l'économie calédonienne est marquée par son histoire coloniale.

Les chapitres 2 et 3 vont détailler la trajectoire politique et économique récente du pays. Dans le deuxième chapitre, « Cadrage macroéconomique et faits stylisés » (pp. 69-109), Laurent Mathieu (économie), Cécile Couharde (sciences économiques) et Gilles Pesteña (géographie) reprennent l'analyse de Jean Freyss (chap. 4 « une économie de transfert ») d'une économie calédonienne assistée due aux transferts publics provenant de France métropolitaine en la complétant d'un cadrage macroéconomique qui « n'est pas explicite dans l'ouvrage de Jean Freyss » (p. 69). L'étroitesse du marché en raison de l'effectif de la population calédonienne marque aussi cette structure économique calédonienne. Séverine Blaise (sciences économiques), Jean-Michel Sourisseau (économie), Olivier Hoffer (géographie), Séverine Bouard (géographie et agronomie), Dominique Mertens (économie) et Bruno Losch (économie) sont les auteurs du chap. 3 « Des mineurs, des métallurgistes et des entrepreneurs » (pp. 111-185). Ils examinent les dynamiques sectorielles hors commerce (chap. 4) dans le cadre des petites économies insulaires (PEI) et de leurs contraintes avec celles liées aux économies minières. Ils présentent les trois défis que les acteurs et secteurs de l'économie calédonienne doivent relever : échapper à la logique d'enclave, « gérer les chocs dus aux fluctuations du marché mondial du nickel » et éviter que les secteurs exposés disparaissent.

Laurent Dalmas (sciences économiques), Bruno Losch (économie) et Vincent Geromini (sciences économiques) parlent d'« Oligopoles et jeux d'acteurs : héritages, recompositions et ouverture » (chap. 4, pp. 187-228). Jean Freyss parlait de :

« l'emprise de [...] l'«oligopole de collusion» (p. 130), issu des grandes familles coloniales ou d'opérateurs installés plus récemment, notamment durant le boom minier de la fin des années 1960, et disposant de positions centrales, au cœur de l'économie politique du territoire. » (p. 187)

Les chapitres 5 et 6 détaillent les changements du régime d'accumulation depuis trente ans. Le chapitre 5, « La Nouvelle-Calédonie suit-elle toujours le modèle de l'économie assistée ? » (pp. 229-271), de Cécile Couharde (sciences économiques), Vincent Geromini (sciences économiques) et Armand Taranco (mathématiques appliquées à l'économie), reprend à la lumière d'aujourd'hui l'idée centrale développée par Jean Freyss pour voir ce qu'il en est après trente ans d'accords. Ils concluent leur chapitre en insistant sur le fait que « l'importance de la rente

administrative obtenue de la France métropolitaine a été progressivement remplacée par l'exploitation d'une rente naturelle basée sur le nickel. [...] Cependant, ce nouveau régime de croissance économique n'a pas fondamentalement changé les caractéristiques économiques de la Nouvelle-Calédonie découlant de son double statut de petite économie insulaire rattachée institutionnellement à la France. » (p. 263). Le chapitre 6, « La soutenabilité de la trajectoire néo-calédonienne en question » (pp. 273-313), de Séverine Blaise (sciences économiques), Vincent Geromini (sciences économiques), Salia Soko Ului (économie), Laïsa Ro'i (économie), Audrey Aknin (économie) et Armand Taranco (mathématiques appliquées), repart de Jean-Marie Tjibaou et de sa volonté de mettre « les enjeux de la transmission d'un patrimoine au centre de la réflexion sur le devenir de la Nouvelle-Calédonie, et cela bien en amont de l'émergence de la question du développement soutenable. » (p. 273). Freyss en 1995 n'avait traité ni de soutenabilité, ni d'environnement. En abordant le développement en question vu par les Kanak en préservant leur patrimoine socioculturel, j'en avais traité d'une certaine façon (Leblic, 1993). Mais dans les années 1990, on parlait plus en effet de développement économique et social.

Le chapitre 9 interroge « Les dynamiques économiques et sociales des tribus et de la ruralité : fragilités et facultés d'adaptation » (pp. 315-352), à partir de l'« élément déterminant du patrimoine culturel et immatériel du pays » (p. 310). Ses auteurs, Léa Apithy (agro-économie), Séverine Bouard (géographie et agronomie), Samuel Gorohouna (sciences éco), Stéphane Guyard (sociologie) et Jean-Michel Sourisseau (économie), veulent comprendre « les dynamiques kanak dans la trajectoire de développement de la Nouvelle-Calédonie » (p. 315). En reprenant les résultats d'une enquête de l'Institut agronomique calédonien (IAC), ils montrent la « recomposition des fonctions économiques et sociales du système agricole kanak » (p. 341). Les auteurs concluent leur chapitre sur le fait que « le développement du salariat et l'amélioration globale des conditions de vie jusque dans les espaces les plus reculés sont des traductions concrètes des effets d'entraînements des politiques de rééquilibrage et ensuite, des IDE [investissements directs étrangers] liés à l'industrialisation de l'économie néo-calédonienne » (p. 351).

« Mobilités, dynamiques territoriales et urbaines » (pp. 353-389), tel est le titre du huitième chapitre écrit par trois géographes, Gilles Pesteña, Olivier Hoffer et Pierre-Christophe Pantz, le seul donc qui ne croise pas le regard de plusieurs disciplines, même si parfois le croisement des sciences économiques avec l'économie peut paraître toujours économique.

« Le chapitre précédent souligne que l'involution de la société kanak ne s'est pas produite : l'agriculture reste vivante et productive tandis que les tribus ont montré une résistance sur le plan démographique. Pour autant, les mobilités, comme l'urbanisation, se sont développées et méritent d'être analysées en elles-mêmes afin d'examiner

plus précisément les dynamiques territoriales, notamment urbaines. [...] Aujourd'hui, [...] les mobilités et la ville font partie intégrante des équations de la soutenabilité sociale comme économique et représentent donc à ce titre des enjeux cruciaux. » (p. 353 et p. 389)

Comme le soulignent les auteurs du chap. 9, « Des stratégies de développement local volontaristes et différenciées » (pp. 391-447), Séverine Bouard (géographie et agronomie), Jean-Michel Sourisseau (économie), Sarah Bellec (socio-anthropologie), Olivier Hoffer (géographie), Pierre-Yves Le Meur (anthropologie) et Claire Levacher (socio-anthropologie) :

« Les deux chapitres précédents remettent en question trois présupposés sur les évolutions récentes : l'individualisation et la marchandisation de la société ; l'exode rural ; l'opposition entre l'urbain et le rural. Ils montrent que la prégnance du non-marchand et la permanence de l'hypermobilité des individus expliquent les dynamiques récentes des territoires calédoniens. » (p. 391)

Ils présentent la complexification des dispositifs d'aide au développement local avec une multiplication des projets et des guichets ; l'intensité de l'effort pour le développement local repose en grande partie sur les provinces qui ont favorisé la professionnalisation des dispositifs d'appui et des promoteurs du développement local, face à l'arrivée des firmes multinationales. Dans ce dispositif, certaines communes comme par exemple Thio et Yaté, sont des espaces innovants de gouvernance, tant en matière de développement local que pour les activités minières et métallurgiques. Les auteurs posent la question du tourisme pour savoir s'il pourrait représenter « une voie de valorisation des actifs spécifiques de la Nouvelle-Calédonie » alors qu'il « est emblématique des écueils de la réflexion sur la diversification de l'économie néo-calédonienne, mais aussi de l'expression des stratégies diverses qui sont mises en œuvre, et notamment entre les provinces. » (p. 413). On peut se demander ce qu'il en est de ces politiques volontaristes en terme de rééquilibrage, au cœur du processus. Déjà en 2007, je m'interrogeais, au sortir d'une réunion, à la mairie de Ponérihouen, lors de présentation du projet VKP (Voh-Koné-Pouembout), secteur que la province Nord voulait urbaniser pour créer une zone attractive pour l'emploi en dehors du Grand Nouméa, sur les risques comme le présentent les auteurs de créer « un "petit" Nouméa fragile et fortement dépendant de l'activité de l'usine du Nord plutôt qu'une capitale économique dense économiquement et résiliente ? » (p. 446). Je pensais moi-même alors au nouveau déséquilibre Est-Ouest qui allait s'ajouter à celui existant jusque là entre Nord et Sud. Ils concluent :

« Il semble que des solutions soient aujourd'hui recherchées à la frontière entre le développement local, en tant que mise en synergie de forces territoriales spécifiques, et des partenariats public/privé dans des investissements dans des filières et secteurs innovants, susceptibles de générer de la valeur ajoutée à réinjecter dans les économies locales

[...] Les pistes sont potentiellement prometteuses mais les réponses sont encore loin d'être abouties comme nous allons le voir dans le dernier chapitre à suivre. » (p. 447)

En forme de conclusion tout comme de résumé vient le dixième chapitre « La Nouvelle-Calédonie dans les turbulences du XXI^e siècle » (pp. 449-284), de Jean-Michel Sourisseau (économie), Vincent Geromini (sciences éco), Séverine Blaise (sciences éco) et Séverine Bouard (géographie et agronomie).

« [...] Les options possibles pour le pays devront combiner progrès économique et social pour tous, promotion et valorisation de la diversité culturelle, et révélation et activation de nouveaux actifs et rentes. Par ailleurs, la trajectoire d'émancipation choisie, qui n'est aujourd'hui guère remise en cause, remet au cœur de la réflexion la place dans le monde pour une petite île du Pacifique Sud confrontée elle aussi à l'impératif de soutenabilité. » (p. 450)

L'ouvrage a dressé un bilan économique et social des accords de Matignon-Oudinot et de Nouméa, mais aussi du protocole de Bercy du 1^{er} février 1998, permettant de répondre au préalable minier des indépendantistes, et attire l'attention sur le nécessaire renouvellement du modèle de développement pour le pays, en trouvant des alternatives aux deux principales sources de financement actuels que sont les transferts publics et le nickel où la valorisation du patrimoine occupe une place centrale, comme il a été avancé dans plusieurs chapitres de cet ouvrage. Car, au terme de ces 400 et quelques pages, force est de constater que l'économie développée de la Nouvelle-Calédonie est toujours dépendante de ses rentes historiques, qu'elle est toujours assistée et qu'elle doit développer sa base productive locale. Même si des innovations institutionnelles remarquables ont été mises en avant au fil de l'ouvrage, il semble que l'on assiste à un essoufflement des instruments de la consociativité et qu'il faut donc redéfinir à terme le modèle politique. Les auteurs voyaient en 2016 un affaiblissement de la bipolarité indépendantistes/non-indépendantistes questionnant le modèle de gouvernance. La campagne électorale et les résultats du référendum mettent, à mon sens, un peu à mal cette vision. Cette bipolarité est plus que jamais vivante ! Des débats sur la captation et la valorisation de la rente nickel à la diversification et dévaluation du F CFP, il reste des perspectives incertaines.

« Au final, l'absence d'une modélisation économique et les données actuellement disponibles ne permettent pas de simuler précisément les effets positifs et négatifs d'une dévaluation. Mais, si l'option est retenue, les analyses formulées dans cet ouvrage invitent à penser une dévaluation accompagnée de mesures d'accompagnement très fortes : par exemple, l'effacement de la dette (qui s'accroîtrait en proportion de la dévaluation) et une refonte en profondeur de la structure de l'économie néo-calédonienne, notamment par la remise en cause des oligopoles de collusion.... Une politique monétaire n'est qu'un instrument au service d'une stratégie globale, elle ne peut se penser seule. » (pp. 478-479)

Il faut apprécier dans cet imposant ouvrage collectif la synergie qui existe entre les différents chapitres, qui se renvoient les uns aux autres et montrent qu'il est issu d'un réel travail collaboratif.

Au sortir de ce premier référendum où l'importance du vote en faveur du « oui » a fait mentir tous les sondages et représenté une grande victoire indépendantiste et un formidable espoir pour l'avenir, ce livre peut aider à apporter des éclairages « sur les futurs possibles de l'économie très politique de la Nouvelle-Calédonie ». À lire donc pour en savoir plus.

RÉFÉRENCES CITÉES

FREYSS Jean, 1995. *Économie assistée et changement social en Nouvelle-Calédonie*, Paris, PUF, coll. Tiers-monde, 452 p.

LEBLIC Isabelle, 1993. *Les Kanak face au développement. La voie étroite*, Grenoble, PUG-ADCK, 420 p.

Isabelle LEBLIC,
Villejuif, CNRS LACITO

ANDRAS Joseph, 2018. *Kanaky. Sur les traces d'Alphonse Dianou. Récit*, Arles, Actes Sud, 295 p., carte de la Nouvelle-Calédonie de T. Renard (pp. 8-9).

« Un cliché pris dans la hauteur, jauni et bleuté : Alphonse devenu Dianou, mûr, d'aplomb, visage ombragé et taillé au cou-telas. Il se tient debout devant deux ou trois véhicules stationnés ; la bouche est entrouverte ; il discours, m'expliquera-t-on, devant un tribunal. L'image étonne tant on la croirait sortie d'Oakland ou de Seattle. » (p. 199)

Comme l'indique le sous-titre, le récit est une quête qui retrace le portrait d'Alphonse Kahnyapa Dianou. Un des leaders qui avaient planifié l'attaque de la gendarmerie de Fayaoué à Ouvéa par les militants nationalistes kanak le vendredi 22 avril 1988. L'action avait mal tourné et s'était soldée par la mort de quatre gendarmes suivie par la prise en otage des autres gendarmes. Alphonse Dianou et son frère Hilaire prirent la fuite vers le Nord pour finir par trouver refuge dans la grotte « sacrée » de Wateö, non loin de la tribu de Gossanah. Treize jours plus tard, le 4 mai 1988, les élites des forces militaires lançaient l'assaut. La narration repose sur des témoignages kanak et place leur parole au cœur du livre. L'écriture ciselée est composée d'une double trame narrative : 45 chapitres relatent la quête par des témoignages et sont ponctués par 14 séquences chronologiques qui reconstituent le déroulement de l'attaque et de la prise d'otages du 22 avril à l'assaut de la grotte le 5 mai 1988. La séquence des 13 jours d'événements (du 22 avril au 5 mai) entrelace les restitutions des témoignages des 45 chapitres. Le choix

de la composition confère intensité et densité au récit. L'écriture serre au plus près le réel. Ainsi, par exemple, le chapitre 38 – quête plus qu'une enquête, répète l'auteur – recense tous les textes publiés pour mettre à l'épreuve l'hypothèse de crimes commis par Alphonse Dianou lors de l'attaque de la gendarmerie (pp. 230-243). La quête cherche à comprendre comment un militant pacifiste, disciple de Gandhi, dont presque tous les témoignages s'accordent à dire qu'il fut sobre et calme, a pu basculer de la non-violence vers l'action physique violente. L'auteur réussit à immerger le lecteur dans l'atmosphère qui sous-tend la quête et l'écriture en cours. Par exemple, le dictaphone enregistre les polyphonies au sujet de l'acte criminel supposé d'Alphonse Dianou :

« Je leur demande de préciser plus encore, d'affiner, de ciseler si cela leur est possible [...] leurs phrases rebondissent aux quatre coins de la table – mon dictaphone me permet, avec leur consentement, de n'en pas manquer une bribe. » (pp. 105-106)

On peut se demander pourquoi aucun Kanak n'a écrit sur Ouvéa. Robert Kapoeri, militant du PALIKA, s'explique :

« Dans le Sud de l'atoll, Robert Kapoeri avait planifié l'occupation de la gendarmerie aux côtés d'Alphonse Dianou. Il faut qu'il y ait de l'écrit, pour ceux qui viennent, avait-il déclaré il y a dix ans de cela : il songea à s'y atteler, « mais c'est dur ». » (p. 181)

Joseph Andras réussit par le récit à retracer le portrait d'Alphonse Dianou avec un souci du détail et un art de décoder le réel propre aux écrivains. Ce livre est une approche littéraire précise de la Kanaky. Nous citerons la fin du prologue qui explicite la démarche qui s'apparente à celle de l'ethnologue :

« Le journaliste examine, l'historien élucide, le militant élabore, le poète empoigne ; reste à l'écrivain de cheminer entre ces quatre frères : il n'a pas la réserve du premier, le recul du second, la force de persuasion du troisième ni l'élan du dernier. Il a seulement les coudées franches et parle à même la peau, allant et venant, quitte à boiter, entre les certitudes et les cancons, les cris du ventre et les verdicts, les larmes aux yeux et l'ombre des arbres. » (p. 12)

Hamid MOKADDEM, Nouvelle-Calédonie

LEVALLOIS Michel, 2018. *De la Nouvelle-Calédonie à Kanaky. Au cœur d'une décolonisation inachevée*, Paris, éd. Vents d'ailleurs, 529 p.

Le texte posthume de Michel Levallois (1934-2018)³ est une somme presque à entendre au sens de l'œuvre du théologien Thomas d'Aquin. Il se lit pourtant comme un roman jusqu'à la conclusion qui est décapante. Michel Levallois nous livre un « journal de bord », pour reprendre le mot du préfacier, d'un

3. NDLR. – Il fut président de la Société des Océanistes en 1998.

acteur de l'histoire qui ne fut pas constamment aux commandes des institutions. Ce haut-fonctionnaire de l'État a essayé d'infléchir la politique publique vers une décolonisation du peuple colonisé. Le livre constitue une trace écrite d'une « modélisation » de la décolonisation. Michel Levallois, technologue du pouvoir, s'est efforcé d'orienter les institutions vers les intérêts des populations colonisées dès ses premières missions en Nouvelle-Calédonie contemporaines des années soixante, celles du « boum » économique du nickel et du « réveil kanak ». Michel Levallois, secrétaire général du Territoire, missionnaire Philippe Missotte pour aider Jean-Marie Tjibaou, alors animateur culturel, à l'organisation du festival *Melanesia 2000* en 1975. Pourquoi une telle détermination à vouloir accompagner la Nouvelle-Calédonie dans un processus de décolonisation ? L'auteur s'identifie à son arrière-arrière grand-oncle, Thomas Urbain, créole converti à l'Islam qui prendra le prénom d'Ismayl et qui :

« se consacra à la défense des Indigènes musulmans d'Algérie en s'opposant aux abus de la colonisation » (p. 13)

Michel Levallois avait consacré une biographie à son ancêtre. Après avoir pris ses distances et en examinant son propre parcours, il se dit qu'il est un peu l'Ismayl Urbain des Kanak. L'auteur a présidé l'ORSTOM (Office de la recherche scientifique des territoires d'outre-mer), a rédigé les notes de comités de réflexion et fréquenté des intellectuels critiques. Le texte possède une qualité littéraire indéniable. Dans la conclusion, Michel Levallois contredit le consensus de l'accord de Nouméa et problématise la question de la décolonisation. Ce référendum contribue-t-il à décoloniser la Nouvelle-Calédonie ? La réponse tend vers la négative. Elle poursuit le septième et dernier chapitre dont le titre est significatif « 1998-2018. Décolonisation réussie ou recolonisation programmée ? ». Les trente années de 1988 à 2018 ont facilité l'enrichissement des communautés autres que le peuple kanak et, sous couvert de décolonisation, ont institué une recolonisation :

« J'ai eu très tôt la conviction que la Nouvelle-Calédonie n'allait pas vers un pays nouveau, une "communauté humaine affirmant un destin commun", leitmotiv des commentateurs de l'Accord, mais bien au contraire que, *nolens volens* de la part de l'État en tout cas, et en dépit des transferts de souveraineté de l'État vers le territoire, se mettait en place une consolidation de la situation coloniale. » (p. 470)

Soucieux du devenir souverain de Kanaky, l'auteur risque de heurter les Calédoniens. Cependant, ce livre doit être lu.

Hamid MOKADDEM, Nouvelle-Calédonie

HADJ Laure, 2016. *Politique de développement et pauvreté en Nouvelle-Calédonie*, préface de Serge Paugal, Paris, L'Harmattan, CEPED, coll. Populations, 235 p., graphiques.

On peut déplorer que cet ouvrage, issu d'une thèse en socio-démographie sur la forme d'intégration sociale des ménages de la Nouvelle-Calédonie vivant sous le seuil de pauvreté soutenue en octobre 2014 à Paris 5 et publié deux ans après, ne comporte aucune actualisation des données et ne soit fondé que sur les données du recensement de 2009 et pas du tout sur celui de 2014.

À propos de cette collectivité d'outre-mer française *sui generis*, Laure Hadj revient sur les indicateurs internationaux, qui présentent la Nouvelle-Calédonie comme un pays développé qui est en réalité marqué par de fortes inégalités de ressources au sein de sa population. Derrière ce constat, se dessinent les modalités de deux systèmes économiques (domestique et marchand) qui cohabitent mais n'attribuent pas le même sens au salariat, aux inégalités de ressources et à la solidarité. En réponse à ces inégalités, l'auteur nous rappelle qu'une politique de développement est instaurée depuis 1989, dont il me semble qu'elle est en fait bien antérieure (Leblic, 1993). L'objet de cette politique de développement est donc, selon l'auteur, de créer les conditions sociales et politiques propices au déploiement d'une économie stable par ce « rééquilibrage » si souvent prôné des inégalités provinciales (îles Loyauté, Nord et Sud) et en faveur de la population autochtone notamment, les Kanak. L'auteur traite cette question à partir des recensements de la population et de l'enquête Budget consommation des ménages de l'ISEE et propose une évaluation de cette politique provinciale sur vingt ans. Après avoir dressé un état des lieux de l'évolution des inégalités de diplôme, d'accès à l'emploi et de niveau de vie, elle porte son attention sur les plus vulnérables, c'est-à-dire les ménages vivant sous le seuil de pauvreté relatif. Leur structure de consommation caractérise un système hybride entre les rouages de l'économie marchande et non marchande, traduisant une logique d'intégration sociale qui repose sur un mécanisme de compensation des solidarités privées et publiques. Ce mécanisme est questionné, nous dit-elle, par le renforcement de la solidarité publique depuis les années 2000. À lire donc, mais à compléter par des données plus récentes.

Isabelle LEBLIC, Villejuif, CNRS LACITO

CAMOU Luc Enoka et Georges Waixen WAYEWOL, 2018. *L'Essentialité, du Singulier à l'Universel, de l'Universel au Singulier*, Marseille/Nouméa, Expressions, la Courte échelle/éd. Transit, 147 p., une photo des deux auteurs au Salon du Livre insulaire d'Ouessant (2008).

Luc Enoka Camoui et Georges Waixen Wayewol sont deux auteurs kanak qui coécrivent poésies et autres textes depuis 2006. L'essai parachève ce travail d'écriture, de recherche et, ajoutons-le, de militantisme. Le livre intitulé *L'Essentialité* est publié à Marseille

par un éditeur indépendant, la Courte échelle-Transit, en partenariat avec un autre éditeur indépendant de Nouméa, Expressions. Les deux auteurs entreprennent dans ce livre dense un retour sur soi qui prend la forme singulière d'une ontologie poétique. *L'Essentialité* est un essai qui entrelace l'argumentaire métaphysique avec le choix de poésies. La combinaison est une combinatoire tant la composition articule avec précision les poésies avec le corps des démonstrations. Le « choix d'écriture » (p. 14), expliquent les auteurs, décide des poésies déjà parues en tant qu'elles expriment une expérience esthétique, éthique et politique. La poésie exprime un contenu de pensée située dans l'histoire du peuple kanak. Ainsi ont-ils voulu que leur livre paraisse au tournant de l'histoire, le référendum du 4 novembre 2018 (p. 12). La quatrième de couverture indique que les auteurs renouent avec la tradition de l'« écriture de l'oralité » et resitue leur œuvre dans la continuité et le sillage des anciens dont les plus reconnus sont Apollinaire Anova Ataba, Jean-Marie Tjibaou et Déwé Gorodé. Gaby Teà Moentéapo, dans l'introduction du recueil de poésies, *Sous les cendres des conques* de Déwé Gorodé, paru à Nouméa aux éditions Édipop en 1985, parlait d'« interprétation poétique de l'histoire ». La poésie dans les civilités, civilisations et formes culturelles kanak est une pensée de l'histoire. Les deux écrivains effectuent un redoutable travail sur la langue française au point de transformer celle-ci en « langue kanak ». Il ne s'agit plus d'un « français kanak » pour reprendre l'heureuse expression de Denis Monnerie. *L'Essentialité* propose une esthétique qui réussit à faire vibrer la langue française avec les harmoniques culturelles kanak.

Dès l'avant-propos, en page 12, la complexité et profondeur de l'écriture et la composition de l'essai sont annoncées et expliquent en même temps le concept d'essentialité :

« Au fond, cet essai sur le néologisme ou concept d'« Essentialité » exprime avec résilience l'univers de notre rapport au monde étayé par des réflexions et analyses sur nos parcours de vie bien distincte. »

Par conséquent, il s'avère nécessaire de comprendre leur trajectoire exposée selon les rites d'auto-présentation aux pages 5 à 10 pour comprendre comment leur cheminement respectif épouse les bifurcations et orientations d'une trajectoire collective propre aux gens issus d'une même génération. Tous deux sont nés en 1961 et n'ont pas vécu le mouvement insurrectionnel des Foulards rouges orchestrés autour de la figure charismatique du grand chef du district de Nece (Maré) dont est originaire Waixen Wayewol Georges. Ils réussissent à forger un lien puissant de fraternité entre gens des Îles et de la Grande Terre. Ils se sont connus au collège de l'ASEE (Alliance scolaire de l'Église évangélique) et leur amitié remonte à l'enfance. Luc Enoka Camoui est né dans la tribu de Yambe, dans la commune de Pweevo (Pouébo), laquelle fait partie du pays Hoot ma Whaap au Nord de l'archipel. Il a poursuivi une formation à Wellington (Nouvelle-Zélande) pour devenir tra-

ducteur puis bifurque vers les métiers de l'éducation. Enseignant et directeur de l'école primaire de Yambé, maître de soutien scolaire à Baganda-Kaala Gomen, il milite dans le milieu associatif ajusté aux structures claniques et contribue à promouvoir et valoriser l'art kanak notamment en fondant l'Association des jeunes sculpteurs de Yambé. Il participe aussi au comité paroissial dans le but de produire une cohésion socioculturelle et subvenir aux besoins financiers et activités confessionnelles de l'Église évangélique protestante autonome (p. 6). Il a occupé des fonctions politiques d'adjoint au maire de la commune de Pouébo ayant en charge la culture et l'habitat social dans les années 1990. Luc Enoka Camoui fait part de son expérience d'éducateur dans un travail de recherches-actions intitulé Lien et séparation familiale de l'enfant kanak « traitant des médiations pédagogiques possibles entre les savoirs endogènes du monde kanak et les savoirs exogènes de l'école » (p. 7). Ce lexique rejoint les travaux de Philippe Missotte, concepteur avec Jean-Marie Tjibaou en 1975 du célèbre festival culturel Melanesia 2000, notamment l'endogène et l'exogène en milieu kanak. Georges Waixen Wayewol a tracé un parcours aussi intense que son compagnon de route. Il est né et a grandi dans une tribu du district de Guahma, Mebuet. Ses parents ont immigré à Nouméa pour trouver des emplois salariés. Ainsi, a-t-il été élevé par les grands-parents maternels. Il fait part d'une expérience traumatique, la maladie de Parkinson de sa grand-mère maternelle qui « captiva toute l'attention de la famille » (p. 7). Parti à son tour à Nouméa, il fait l'épreuve de la rupture du « système scolaire exclusivement autocentré » (p. 8). Dans son parcours scolaire, il rencontre en classe de quatrième Luc Enoka Camoui puis Billy Wapoto, son futur directeur de travail. Il poursuit une formation à l'université Lyon 2 Parilly en administration économique et sociale et prend un poste de responsable du service administratif à l'Alliance scolaire en 1985. En 1995, il produit un mémoire de DHEPS avec le collège coopératif de Paris et l'université Sorbonne Nouvelle - Paris 3 intitulé « Crédit populaire et structure lignagère kanak ». En parallèle, il obtient en 2006 une licence d'administration publique. En 1987, il est membre fondateur de l'Association Guréjélé, connu et rendu célèbre par le groupe de musique kanéka qui porte son nom. Il est aussi à l'initiative de l'Association Yewanata en 1992 dont les objectifs de développement endogène et durable sont de mettre en place une banque de développement à l'échelle des clans pour « financer les microprojets individuels et collectifs à partir des ressources disponibles tirées de leurs activités agricoles, de pêches » (p. 10). Les trajectoires d'acteurs pluriels au ras du sol concilient de manière étrange une production littéraire de 5 livres et d'un CD audio intitulé Afrikanik. À Yambé, comme à Mebuet, les deux auteurs sont des acteurs impliqués par leurs charges et responsabilités de chefs de clans mais aussi par l'encadrement des jeunes artistes (musiques, sculptures) et des groupes

des femmes dans l'art de la vannerie. Ce parcours riche, pluriel, intense se retrouve dans les pluralités des thématiques décrites et réfléchies de l'essai.

On retrouve les sinuosités de leurs cheminements dans le style et la composition. Le livre est structuré en trois moments ponctués par des parties subdivisées en sous-parties. La construction correspond aux retours sur leurs acheminements vers l'Essentialité.

Le premier moment ouvre l'essai (pp. 11-27) et contient un « avant-propos » (p. 11), puis « un choix d'écriture », liminaire expliquant les raisons de la combinaison entre prose et poésie (pp. 14-15) ; un « prologue » (pp. 15-18) et une « introduction à l'Essentialité » (pp. 19-27).

Le deuxième moment expose l'essai composé en 5 chapitres (pp. 29-132) : chap. 1. « De l'universel au singulier » (pp. 29-57) ; chap. 2. « Du singulier à l'universel » (pp. 59-74) ; chap. 3. « L'Essentialité, entre Héritage et choix » (pp. 75-96) ; chap. 4. « L'Essentialité, entre humanisme et utilitarisme » (pp. 97-118) et chap. 5. « L'Essentialité : une voie à double sens » (pp. 119-132).

Le troisième moment clôture le livre par une conclusion (pp. 133-136) et un épilogue (pp. 137-141) ; la dernière page finit sur des remerciements en page 142.

Après le rappel de l'histoire mondiale des colonisations, qui ont produit en Nouvelle-Calédonie une stratification sociale clivée par deux légitimités politiques distinctes, « quelle que soit l'ethnie » (p. 12), l'essai effectue une double opération (comparer avec le chap. 5 « un double sens », p. 119). D'une part, renouer et rejouer le « pari politique sur l'intelligence » (expression de Jean-Marie Tjibaou, employée par lui lors de la signature en 1988 de l'accord de Matignon) ; d'autre part, orienter la méditation métaphysique du concept d'Essentialité vers une manière d'être ou de rapport à l'Autre dans une nouvelle « contemporanéité », ou une « mutation » (titre d'une de leurs poésies, p. 66). L'essai s'exerce à circonscrire une attitude éthique avec esthétique en vue d'aider à « dresser les passerelles entre les deux légitimités » et s'acheminer « vers un destin commun national apaisé, possible et viable » par le « Tout monde » (p. 12). C'est dire le projet ambitieux, écrire, concevoir et penser une ontologie du présent, de l'actualité, ou de l'extrême contemporain, avec l'imminence de la « finitude » (mot des auteurs, p. 133) de l'accord de Nouméa. Ce souci de l'actualité n'a aucune commune mesure avec l'opportunisme des journalistes à l'affût du moindre fait divers. Citoyens impliqués et responsables, ils pensent ce qui est en train de se faire au moment où ils écrivent pour résoudre une équation quasiment impossible, réconcilier deux visions conflictuelles du monde. En ce sens, ils vivent la reformulation « en permanence » et à partir de leur présent infléchissent le sens de la « reformulation permanente » (locution de Jean-Marie Tjibaou dans une interview accordée aux *Temps modernes* en 1985). Ils recouvrent, malgré le changement d'époque, le même désir d'Apollinaire Ataba et de Jean-Marie Tjibaou, de penser *aujourd'hui* tout en se ressourçant aux ancêtres. L'essai

dès l'ouverture avertit le lecteur. Il s'agira du souci de l'extrême contemporain et de contribuer à surmonter la structure du conflit instituée depuis la violente annexion du 24 septembre 1853. Pari éthique qui nécessite une esthétique qui brode paroles et mots autour de l'Essentialité. L'introduction définit ce concept et les auteurs mobilisent deux poésies, écrites en 2008 et 2010, Être-ne-pas-Être et Interculturalité (pp. 20-21). L'ontologie, théorie métaphysique de l'être, est pour eux relationnelle. L'Autre constitue « ma manière » d'être en rapport à soi. On retrouve l'interdépendance avec ce soin de grandir (avec) l'autre jusque dans les analyses socioéconomiques de Georges Waixen Wayewol qu'il déploie pour expliquer le travail solidaire et coopératif des coutumes et économies lignagères expérimentées en tribus kanak (p. 98). L'interculturalité est un concept qu'ils reprennent aux sciences de l'éducation, que connaissent nos écrivains, en vue d'éclairer les situations des moments « postcoloniaux ». La majorité démocratique, critiquée tout le long du texte, est supplantée par une analyse sur l'équilibre entre minorité et majorité axé autour de l'échange idéal interculturel. Citons un extrait d'Interculturalité (pp. 20-21) :

« Toute Minorité compose
Les voix de la grande Majorité
Qui fondent le Ciment
De l'Interculturalité,
Garante de la Citoyenneté
D'un Destin Commun
Porter les Valeurs
De l'Essentialité »

Chacune des minorités participe à la composition culturelle et démographique. L'essentiel est constitué par ces valeurs singulières qui expriment l'universel concret en cours de constitution. L'essai ne cesse de ressasser la thématique interculturelle de l'universel singulier au point d'en faire un cheminement à double direction, de l'universel au singulier et du singulier à l'universel. On retrouve ces jeux et enjeux qui traversent les citations prises au gré des lectures : Aristote, Descartes, Camus, Sartre, Malraux, Levinas, Spinoza, Kant, mais aussi bien Fanon, Césaire, Senghor, les auteurs kanak, Nidoïsh Naisseline, avec pêle-mêle, des extraits des théoriciens des psychologies cognitives juxtaposés aux interviews d'anciens ou de jeunes (pp. 29-30 ; p. 65), qui concrétisent les analyses. Par exemple, le propos en apparence « machiste » d'un ancien qui dit que la place des femmes est dans la cuisine est repris pour être analysé et contextualisé. L'ambiguïté du propos, colporté par un montage médiatique télévisuel, est rectifiée par une perspicace remise à l'échelle des conditions « genrées » et structurées du discours dominant, lequel finit par piéger les concernés et les faire passer pour autres qu'ils ne sont vraiment :

« L'ainé n'est pas allé au bout du raisonnement pour indiquer qu'à la maison, comme dans les moments événementiels, les tâches dans n'importe quel domaine, comme dans

le domaine de la cuisine, ne sont pas du domaine réservé, chacun sait ce qu'il a à faire et ce qu'il doit faire. » (p. 114)

Une fine description sociale explique comment les compétitivités culinaires font partie de l'organisation sociale de la cuisine. La cuisine renvoie à une métonymie de l'espace central et moteur des échanges matériels et idéels. Ce que dit Waixen Wayewol de la cuisine, on pourrait le dire du concept de « jardin », qui prête à confusion :

« Il y a des domaines, des espaces, des endroits où l'individu s'exprime et construit aussi sa notoriété par son expertise. Le monde « collectif » de la cuisine telle qu'appréhendée dans l'organisation sociale kanak en est un. La cuisine est une organisation sociale qui privilégie le lien, est aussi un indicateur social dans les cérémonies d'échange. Le savoir-faire culinaire est exacerbé à travers la confection compétitive des repas. Le monde culinaire devient l'expression de savoir-faire, savoir-être, quasiment un art, un défi pour des enjeux d'accueil et d'hospitalité. La mobilisation des ressources humaines pour assurer la logistique culinaire dans un mariage par exemple est aussi importante que les cérémonies coutumières, civiles et religieuses. Dans des compartiments de ce domaine, la « maman » tient son rôle de manager et il y va de la critique sociale. Mais nos « papas » également comme les jeunes qui s'exécutent dans leur espace. Nos anthropologues et sociologues occidentaux ont donné de la résonance à un régime patriarcal qui ne se décline pas toujours comme le modèle dominant, puisque le modèle, il est altéré et aliéné par les valeurs d'éthique de l'essentialité. C'est en ces termes de la reformulation permanente, le va et vient incessant entre ce qui est immanent et ce qui est transcendant. » (pp. 114-115)

On aimerait citer toutes les pages tellement elles sont un modèle exemplaire de description ethno-sociologique du réel et d'exégèse des concepts toponymiques et/ou spatio-temporels. Le mot français de « cuisine » renvoie à un espace interculturel où chacun prend part pour organiser le moment en train de s'accomplir et où la femme et l'homme partagent une place respective et respectée. Le regard hâtif ethnocentré, au nom d'un universel abstrait des droits des femmes, manque le réel et le singulier universel qui caractérise l'organisation sociale kanak. On voit que l'essai ne se réduit pas à une métaphysique des universaux abstraits. Il explore l'épaisseur du pli de la société et rend compte de la véracité des pratiques classifiées rapidement d'ordinaires. Il invite le lecteur à vivre l'Essentialité jusque dans « l'échange idéal » pour « prêter une meilleure attention aux choses » afin de « porter un regard neuf sur les mœurs, les événements de société et sur les hommes » (p. 117).

Nous voudrions terminer notre compte-rendu en évoquant l'écriture et la réussite des deux écrivains à faire un usage de la langue française qui lui confère une tournure esthétique et en définitive éthico-politique. L'ontologie est poétique en ce sens où la production littéraire transforme les relations à l'autre en singularisant la diversité, y compris dans l'usage de la langue. On oublie souvent que la langue dominante est jouée par les acteurs « colonisés » mais qui en jouent pour en faire des performatifs et des jeux de langage. Luc

Enoka Camoui et Georges Waixen Wayewol poétisent pour rendre réel ou pour faire apparaître le réel dans ce que l'ontologie du monde kanak désignent par Invisible et Visible. Lire leur travail non seulement instruit le lecteur par un accès aux sociétés et cultures kanak mais procure une joie, une jubilation à l'écoute des vibrations des mots. On entend le rythme. On entend les voix des anciens mais aussi bien des femmes, des jeunes. On savoure toute la sagesse et puissance des cultures océaniques et kanak. L'Essentialité nous rappelle à ce réel, essence même des choses, et à partager ce qui vaut d'être partagé. Nous comprenons mieux le désir des auteurs d'être lus à l'approche d'une destinée qui joue le devenir de leur pays. Une chose est certaine, *L'Essentialité* est une première œuvre philosophique kanak. On devrait pouvoir à notre tour les remercier et on aimerait que leur œuvre soit reconnue à sa juste valeur.

Hamid MOKADDEM, Nouvelle-Calédonie

BOULAY Roger, 2017. *Cherbourg et l'au-delà des mers. Voyage dans les collections océaniques du muséum Emmanuel Liais*, La Talbotière, éd. de l'Étrave, 63 p., nombr. ill. couleur et N&B, dessins de l'auteur.

Roger Boulay nous livre là encore un superbe petit ouvrage, joliment illustré par ses propres aquarelles, qui nous présente les collections océaniques conservées à Cherbourg sous forme d'un carnet de voyage richement documenté. Après une présentation du muséum Emmanuel Liais de la main d'Éliane Paysant, responsable scientifique dudit musée (pp. 2-13), l'ouvrage se répartit en plusieurs chapitre, les uns déclinant des portraits : « Henri Jouan, un personnage clé du muséum » (pp. 14-17), « Le marin et le collectionneur. Festetics de Tolna et Stéphen-Charles Chauvet » (pp. 36-41), les autres permettant un voyage en Océanie à partir d'objets significatifs de tel ou tel pays : « La flèche faitière, attribut des cases cérémonielles » (pp. 18-19), « Le masque de danse, Nouvelle-Irlande » (pp. 20-23), « Le boomerang de l'amiral d'Aboville » (pp. 24-25), « Le bambou kanak, un témoignage gravé » (pp. 26-27), « L'étrange to'o mata, l'aide-mémoire marquisien » (pp. 28-29), « Le repose-pied, un trésor marquisien » (pp. 30-31), « La tête de porc enfouie. *Marae, heiau, abu...* » (pp. 32-35), « La dent de porc au prix de l'or » (pp. 42-45), « Les lances des Big Nambas » (pp. 46-47), « Les poteries, île de Santo » (pp. 48-49), « Sagaies et lances kanak » (pp. 50-53), « Le tiki des Marquises » (pp. 54-57), « Les massues kanak, esprits des ancêtres » (pp. 58-59), « Hawaï – Cherbourg. L'herminette de Liholiho » (pp. 60-63). Tout ce périple à travers ces objets phares rend compte de la richesse des collections du muséum de Cherbourg. Aussi, nous ne saurions que recommander la lecture de ce joli petit ouvrage à tout passionné de l'Océanie et de ses objets.

Isabelle LEBLIC, Villejuif, CNRS LACITO